

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

RÉDACTION D'UN AVANT-PROJET
D'ARRÊTÉ ROYAL
42.179/AG
LE 13 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Premier Ministre, le 25 janvier 2007, d'une demande de rédaction d'un texte visant l'adaptation de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 "portant règlement de procédure devant la section d'administration du Conseil d'État" à la loi du 15 septembre 2006 "réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du Contentieux des étrangers", a approuvé l'avant-projet suivant :

KONINKRIJK BELGIË

OPSTEL VAN EEN VOORONTWERP
VAN KONINKLIJK BESLUIT
42.179/AV
OP 13 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 25 januari 2007 door de Eerste Minister verzocht hem van het opmaken van een tekst tot aanpassing van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 "tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State", aan de wet van 15 september 2006 "tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen", heeft het volgende voorontwerp goedgekeurd :

NOTE EXPLICATIVE

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le mandat du Gouvernement et les habilitations données par le législateur

Le Premier Ministre a saisi le Conseil d'État le 24 janvier 2007 de la demande suivante :

"Zoals reeds aangegeven bij brief van 6 oktober 2006 (Ref : SB/05102006AfdW-art6), wenste ik, in toepassing van artikel 6 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de afdeling wetgeving te belasten met het opmaken van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor vreemdelingenbetwistingen (Belgisch Staatsblad, 6 oktober 2006).

Er werd destijds geopteerd de uitvoering van voornoemde wet in verschillende fasen aan te pakken. De eerste fase van de uitvoering, die het voorwerp uitmaakte van het advies nr. 41.439/AG-AV van 31 oktober 2006, omvatte de vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State en is uiteindelijk het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State geworden (Belgisch Staatsblad, 1 december 2006).

De tweede fase van de uitvoering, die het voorwerp uitmaakt van huidig schrijven, behelst de aanpassing van het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, aan voornoemde wet van 15 september 2006, alsook het nemen van de nodige besluiten tot uitvoering van artikel 243, tweede lid, van dezelfde wet.

Tezelfdertijd herhaal ik het eerder verzoek aan de afdeling wetgeving om te willen onderzoeken of de opgesomde hervormingen desgevallend ook wijzigingen aan andere bestaande uitvoeringsbepalingen van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, noodzakelijk maken.

Ik zou de Raad van State bijzonder dankbaar zijn indien het advies zo snel mogelijk zou kunnen verleend worden, gelet op de door de Regering vooropgezette doelstelling om de hervorming op 1 april 2007 in werking te laten treden."

2. Portée de la demande du Premier Ministre

Dans sa demande, le Premier Ministre cite expressément l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État comme devant faire l'objet de l'adaptation à la loi du 15 septembre 2006 réformant

.../...

le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers. Il fait également référence à d'autres arrêtés, non autrement précisés, qui devraient le cas échéant être adaptés, et en troisième lieu aux mesures d'exécution de l'article 243, alinéa 2, de la loi précitée.

A. Dispositions de la loi du 15 septembre 2006 concernées par la demande du Premier Ministre

Les dispositions de la loi du 15 septembre 2006 concernées par la demande du Premier Ministre sont les suivantes :

- l'article 6, 1/, b, qui complète l'article 17, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;
- l'article 6, 3/, qui modifie l'article 17, § 3, des lois coordonnées;
- l'article 6, 4/, qui complète l'article 17, § 4, des lois coordonnées;
- l'article 17, 2/, qui complète l'article 30, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées en particulier en ce qui concerne la détermination des cas dans lesquels les parties peuvent décider conjointement que la cause ne doit pas être traitée en audience publique;
- l'article 17, 4/, qui modifie l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées;
- l'article 17, 6/, qui remplace l'article 30, § 3, des lois coordonnées.

Les dispositions légales précitées ont trait à la procédure réglée par l'arrêté du Régent du 23 août 1948 précité et par l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État.

La demande du Premier Ministre porte également sur la mise en vigueur de plusieurs dispositions de la loi du 15 septembre 2006 et ce en application de l'article 243, alinéa 2 de cette loi.

Ainsi en va-t-il des dispositions légales suivantes :

- l'article 6, 3/;
- l'article 6, 4/;
- l'article 17, 1/;
- l'article 17, 2/;
- l'article 17, 4/;
- l'article 17, 6/;
- l'article 25, 2/;
- l'article 52, 4/;
- l'article 216;
- l'article 219;
- l'article 220.

En ce qui concerne l'article 6, 5/, de la loi du 15 septembre 2006, qui abroge l'article 30, § 2, alinéa 2, des lois coordonnées, lequel habilite le Roi à régler la procédure dans la matière relevant du contentieux des étrangers, il a été jugé préférable de ne pas le faire entrer en vigueur dès à présent étant donné que le Conseil d'État est encore saisi de plusieurs recours et que, peut-être, il s'avérera utile d'apporter certaines modifications à la procédure relative à ces recours. C'est donc par prudence qu'il est proposé de ne pas faire entrer en vigueur ladite abrogation.

Par ailleurs, l'avant-projet d'arrêté détermine la date d'entrée en vigueur de ces diverses dispositions, à l'exception des articles 25, 2/, 52, 4/ et 220 qui, ayant trait au greffier informaticien et à l'administrateur, sont étrangères à la procédure et nécessitent, pour certaines d'entre elles, des mesures d'exécution spécifiques.

Enfin, la demande du Premier Ministre a trait à l'exécution de l'article 227, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 septembre 2006, selon lequel le Roi fixe la date à laquelle, dans les lois coordonnées sur le Conseil d'État, les mots "section d'administration" sont remplacés par les mots "section du contentieux administratif".

L'alinéa 2 de l'article 227 habilite le Roi à introduire la nouvelle dénomination dans toutes les lois existantes : le temps imparti pour l'élaboration de l'avant-projet ne permet pas de procéder dès à présent à la mise en oeuvre de l'article 227, alinéa 2, précité.

B. Autres arrêtés réglant la procédure

Outre l'arrêté du Régent déjà cité et l'arrêté royal du 5 décembre 1991, deux autres arrêtés contiennent des règles de procédure qui ont vocation à s'appliquer d'une manière générale : il s'agit de l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État en matière d'astreinte et de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État.

Ces arrêtés font l'objet des modifications rendues nécessaires par l'exécution de l'article 227, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 septembre 2006.

C. Les arrêtés régissant la procédure dans les matières particulières

Plusieurs arrêtés ont été pris en exécution de dispositions législatives particulières et réglementent peu ou prou la procédure pour l'examen par le Conseil d'État des recours prévus par ces dispositions législatives. Plusieurs de ces arrêtés contiennent en outre des renvois à divers articles de l'arrêté du Régent du 23 août 1948. La caractéristique de ces arrêtés est qu'ils ne sont applicables que pour des recours très spécifiques, au contraire de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et de l'arrêté du 5 décembre 1991 précités.

Ces arrêtés sont les suivants :

- arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévu par l'article 76*bis* de la loi électorale communale;

.../...

- arrêté royal du 12 janvier 1977 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévu par les articles 18, 21 et 22 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;
- arrêté royal du 30 septembre 1992 déterminant la procédure devant le Conseil d'État en cas de recours prévu par l'article 68 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;
- arrêté royal du 28 octobre 1994 déterminant la procédure devant le Conseil d'État en cas de recours prévu par l'article 37/4 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales;
- arrêté royal du 9 juillet 2000 portant règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers;
- arrêté royal du 15 mai 2003 portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours au Conseil d'État contre certaines décisions de la Commission bancaire et financière;
- arrêté royal du 3 août 2005 déterminant les règles particulières de délais et de procédure pour le traitement des demandes introduites en application de l'article 15^{ter} de la loi du 4 juillet 1985 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des parties politiques.

Dans le délai restreint imparti pour l'élaboration de l'avant-projet d'arrêté royal, il n'a pas été possible de réviser lesdits arrêtés royaux dans ces matières spécifiques, d'autant plus que, parfois, les dispositions législatives en application desquelles ils ont été pris ont elles-mêmes connu une évolution. Parfois même, la matière concernée, tel le contentieux des élections communales, a été transférée aux Régions.

À cet égard, ces textes devraient le cas échéant être revus et adaptés aux nouvelles règles.

D. Autres modifications apportées à l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et à l'arrêté royal du 5 décembre 1991

Outre les dispositions destinées à assurer l'exécution de la loi du 15 septembre 2006, l'avant-projet d'arrêté royal contient des dispositions modificatives de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 qui sont devenues nécessaires soit pour actualiser les renvois à des articles des lois coordonnées en lieu et place des articles d'origine de la loi du 23 décembre 1946, antérieurs donc à la coordination, soit pour tenir compte de ce que certains articles de l'arrêté du Régent ont été repris dans les lois coordonnées elles-mêmes, soit encore parce qu'ils ont perdu leur objet à la suite de précédentes modifications des lois coordonnées, soit enfin parce qu'ils contiennent des formalités devenues inutiles (telle l'ordonnance de dépôt du rapport de l'auditeur) ou qu'il s'agit d'apporter certaines clarifications requises pour le bon déroulement de la procédure.

En outre, certaines corrections de terminologie ont été apportées en vue d'assurer, dans une plus grande mesure, une uniformisation de certains termes dans ces deux arrêtés et ce principalement dans leur version néerlandaise. Ainsi en va-t-il des termes "tegenpartij" et "raadsheer" remplacés par les termes "verwerende partij" et "staatsraad" déjà utilisés dans les textes plus récents.

Enfin, pour se conformer à l'article 73/1 des lois coordonnées, y inséré par l'article 29 de la loi du 15 septembre 2006, les mots "le premier président" ont été remplacés par les mots "le chef de corps qui dirige la section du contentieux administratif".

E. L'entrée en vigueur de l'arrêté en avant-projet

Le Premier Ministre souhaite que la réforme entre en vigueur le 1^{er} avril 2007.

La caractéristique de l'avant-projet d'arrêté, à la suite de la mise en vigueur de plusieurs dispositions de la loi du 15 septembre 2006, est non pas qu'il crée une nouvelle procédure complète et autonome, mais qu'avec les dispositions légales mises en vigueur,

.../...

il apporte une série de modifications parfois substantielles à des procédures déjà existantes, à commencer notamment au premier acte de procédure qu'est la requête introductive d'instance.

Il s'ensuit qu'un certain délai devrait être laissé entre le moment où l'arrêté en avant-projet est adopté et publié et celui où il entre en vigueur afin de permettre à tous les justiciables et praticiens de prendre en considération toutes les nouveautés introduites dans les procédures.

Aussi, pour assurer la sécurité juridique, est-il proposé d'adopter la solution que l'article 243, alinéa 3, de la loi du 15 septembre 2006 avait déjà retenue, à savoir qu'il entre en vigueur "le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel [le présent arrêté] aura été publié au Moniteur belge".

F. La diversité des textes régissant les procédures

Au fil du temps, la procédure devant la section d'administration s'est considérablement développée, diversifiée et multipliée. En effet, si l'on prend en considération ce que l'on pourrait appeler les procédures générales, elles sont régies par les lois coordonnées, l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et l'arrêté royal du 5 décembre 1991 sans oublier l'arrêté royal du 2 avril 1991 (astreinte), l'arrêté royal du 7 juin 1997 relatif à la publication des arrêts du Conseil d'État et l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en Cassation devant le Conseil d'État.

Ces textes s'imbriquent les uns dans les autres et une même procédure, telles la procédure des recours en annulation et la procédure en référé, se trouve éclatée entre divers textes, l'un législatif et les autres réglementaires, les lois coordonnées réglant en détails certaines phases de la procédure, par exemple l'intervention (article 21*bis*), étant muette sur d'autres (par exemple la requête introductive d'instance) ou ne régissant que partiellement un acte ou une phase de la procédure. Il s'ensuit que tous les actes de procédure et toutes les phases de la procédure non réglés par les lois coordonnées ou incomplètement réglés par celles-ci ou encore seulement réglés de manière embryonnaire par ces dernières, doivent faire l'objet de dispositions réglementaires complémentaires, principalement dans les deux arrêtés précités. Et ceci sans perdre de vue que l'arrêté royal

.../...

du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État contient lui-même des articles relatifs à la procédure en annulation, en raison du système des demandes de poursuite de la procédure et des nouvelles règles relatives à la requête unique.

Cet écartèlement de plus en plus marqué de la réglementation des procédures entre des textes multiples et de nature différente est source d'incohérence et entraîne une réelle difficulté de lisibilité et de compréhension du déroulement des procédures.

À cela s'ajoutent les divers arrêtés déjà cités réglementant plus ou moins et avec des renvois à des articles de l'arrêté du Régent, des procédures dans des matières spécifiques.

Sans doute serait-il souhaitable que, au moins pour les procédures générales, un Code de procédure contentieuse administrative soit pensé et élaboré dans le sens d'une meilleure cohérence et de plus de simplicité desdites procédures.

G. Autres modifications à apporter aux textes en vigueur

Eu égard au bref délai imparti pour l'élaboration de l'avant-projet d'arrêté royal, il n'a pas été possible d'y inclure diverses modifications qui pourraient faire l'objet d'une initiative ultérieure.

Ainsi, par exemple, conviendrait-il de revoir les règles relatives à la reprise d'instance, de prévoir une disposition concernant le recours en rétractation visé à l'article 17 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, d'assurer la concordance entre l'arrêté du Régent tel qu'il est modifié par l'avant-projet d'arrêté royal et l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat et de corriger certaines incorrections de ce dernier.

De surcroît, le présent avant-projet d'arrêté ne modifie en rien l'article 71 de l'arrêté du Régent. Outre qu'il est rédigé de manière obscure, cet article, remplacé par

l'arrêté royal du 21 décembre 2006, donne lieu à des difficultés qui doivent, pour l'heure, encore être résolues.

*
* *

II. COMMENTAIRES ARTICLE PAR ARTICLE

Chapitre I. - Modifications de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État

Le chapitre I^{er} rassemble les articles 1^{er} à 57 de l'avant-projet d'arrêté royal qui concernent les modifications apportées à l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État. Ces modifications sont de divers ordres ainsi qu'il a été expliqué dans les observations générales. Dès lors, seules celles qui sont substantielles font l'objet d'un commentaire particulier.

Article 1^{er}

L'intitulé de l'arrêté du Régent est adapté à la nouvelle dénomination de la section résultant de l'article 227, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 septembre 2006. Pareille modification est systématiquement apportée dans les arrêtés modifiés par l'avant-projet d'arrêté et dans toutes les dispositions des arrêtés modifiés qui utilisent l'actuelle dénomination de la section.

Article 2

Le nouveau texte de l'article 1^{er} de l'arrêté du Régent ne comporte plus de référence expresse aux recours visés à certains articles des lois coordonnées pour le motif qu'il est apparu que l'article 16 desdites lois coordonnées avait été modifié au fil du temps de manière incomplète et qu'en outre l'article 30, §§ 2bis et 4, desdites lois coordonnées

.../...

visé également des recours dans des matières spécifiques, une loi - celle du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques - étant même citée dans les deux articles. Aussi est-il préférable d'établir la règle de principe que la section du contentieux administratif est saisie par une requête.

Il va de soi que des dérogations ou des modalités particulières peuvent y être apportées dans des cas spécifiques selon la loi ou l'arrêté pris en vertu de cette loi. Ainsi en va-t-il des recours en cassation administrative qui, en application de l'article 3, § 2 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat, ne peuvent être signés que par un avocat.

Articles 3 à 6

Ces dispositions sont très largement inspirées, en les adaptant, des articles 3, § 2, à 5 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État.

À l'article 2, § 1^{er}, 1/, de l'arrêté du Régent, la mention d'un intitulé "requête en annulation", dans le cas où il s'agit d'un recours en annulation, est requise en vertu de l'article 17, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées, modifié par l'article 6, 3/, de la loi du 15 septembre 2006.

En outre, il ressort de l'article 2, § 1^{er}, 2/, nouveau, que le requérant, autre qu'une autorité administrative belge, doit faire une élection de domicile en Belgique.

Article 7

La publication d'un avis au Moniteur belge lorsqu'une demande de suspension de l'exécution d'un règlement est introduite devant le Conseil d'État est actuellement prévue par l'article 7 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État. Avec l'introduction de la requête unique en suspension et en annulation (article 17, § 3, des lois coordonnées, modifié par l'article 6,

.../...

3/, de la loi du 15 septembre 2006), il est apparu nécessaire de prévoir une telle publication dans tous les cas où le Conseil d'État est saisi d'un recours en annulation d'un règlement, que ce recours soit ou non accompagné d'une demande de suspension de l'exécution de ce règlement (voyez aussi l'article 62 de l'avant-projet d'arrêté qui remplace l'article 7 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991).

Article 9

L'article 6 nouveau de l'arrêté du Régent consiste, en ses paragraphes 1 à 3, en une réécriture plus précise de l'actuel article 6, alinéas 1^{er} et 2.

En son paragraphe 4, il est la reproduction adaptée aux nouvelles règles relatives à la requête unique en annulation et en suspension, de l'actuel article 9 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991. Deux points doivent être soulignés. D'une part il ressort des travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006 relatifs à l'article 6, 3/, qui modifie l'article 17, § 3, des lois coordonnées que "le requérant qui introduit une demande de suspension d'extrême urgence n'est toutefois pas obligé de le faire par requête séparée "et que " rien ne l'empêche de déposer simultanément son recours en annulation mais dans ce cas les deux demandes doivent être exposées dans un seul et même acte conformément à la réglementation commune" (Doc. parl., Chambre, 51 2479/001, p.28). D'autre part, dans un souci d'harmonisation des délais, il est accordé soixante jours - et non plus trente jours - à la partie adverse pour déposer un mémoire en réponse après que la demande de poursuite de la procédure par la partie requérante lui a été notifiée dans l'hypothèse d'un arrêt de rejet de la demande de suspension.

Au même paragraphe 4, il est prévu que, dans le délai de soixante jours, la partie adverse doit aussi, le cas échéant, déposer le dossier administratif ou un complément au dossier administratif. Il s'agit d'envisager l'hypothèse d'une partie adverse qui aurait été défaillante au cours de la procédure en référé et qui n'aurait dès lors pas encore déposé le dossier administratif complet et celle d'une demande de suspension portant par exemple sur un seul acte alors que le recours en annulation porte sur cet acte et un autre acte. En effet, dans ce cas de figure, le dossier administratif déjà produit au cours de la procédure en référé devra peut être être complété dans la procédure en annulation.

.../...

Articles 12 à 14

Les articles 12 à 14 nouveaux de l'arrêté du Régent contiennent essentiellement deux nouveautés.

La première : dans la procédure au fond l'auditeur rapporteur peut imposer un délai aux parties pour fournir les renseignements et documents qu'il demande. Il s'agit d'une pratique existant déjà, mais il convient qu'elle soit prévue par le règlement général de procédure. Il va de soi que le délai imparti doit être raisonnable eu égard à l'objet de la demande et aux circonstances de la cause et qu'il faut que cette transmission soit faite par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception (article 84 de l'arrêté du Régent). La sanction du non respect du délai sera que l'auditeur rédigera son rapport sans lesdits renseignements et documents ("en l'état") et que la chambre appréciera le fait que soit la partie n'a jamais fourni les renseignements et documents demandés soit qu'elle l'a fait tardivement. Le délai que fixe l'auditeur doit être déterminé de manière précise.

La seconde : le rapport de l'auditeur est transmis non plus directement à la chambre en vue de l'établissement de l'ordonnance du dépôt de rapport, mais au greffe, lequel procédera à la notification du rapport aux parties et en transmettra un exemplaire à la chambre (voyez l'article 14 de l'avant-projet d'arrêté). Ceci permet la suppression de l'ordonnance de dépôt du rapport, laquelle était devenue inutile puisqu'à ce stade de la procédure, c'est-à-dire avant qu'un arrêt soit prononcé, la chambre ne peut pas ordonner à l'auditeur la rédaction d'un rapport complémentaire (voyez l'article 24 des lois coordonnées, modifié par l'article 12 de la loi du 15 septembre 2006).

Article 14

L'article 14 modifie l'article 14, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté du Régent. Dans le système actuel, le rapport de l'auditeur est toujours notifié en premier lieu à la partie requérante. Celle-ci a trente jours pour déposer sa demande de poursuite de la procédure dans l'hypothèse où le rapport de l'auditeur conclut au rejet de son recours en annulation (article 14^{quater} du règlement général) et son dernier mémoire. Ensuite seulement, le rapport est notifié à la partie adverse.

Avec l'entrée en vigueur de l'article 30, § 3, des lois coordonnées, y inséré par l'article 17, 6/, de la loi du 15 septembre 2006, lorsque le rapport de l'auditeur conclut à l'annulation, c'est à la partie adverse ou à la partie qui y a intérêt qu'il incombe de demander la poursuite de la procédure, à défaut de quoi l'annulation de l'acte attaqué sera immédiatement prononcée.

Tant l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées - dont la mesure d'exécution est l'article 14^{quater} de l'arrêté du Régent - que l'article 30, § 3, desdites lois - dont la mesure d'exécution est l'article 14^{quinquies} nouveau inséré dans l'arrêté du Régent par l'article 16 de l'avant projet d'arrêté royal - supposent que le rapport de l'auditeur contienne une conclusion précise et sans réserve. Par ailleurs, il est possible que le rapport ait plusieurs conclusions. Ainsi, si trois requérants introduisent une seule requête en annulation contre un même acte, ou qu'un requérant demande l'annulation de deux actes (par exemple un permis de lotir et un permis d'urbanisme) par une seule requête, le rapport peut conclure au rejet pour l'un des requérants ou l'un des actes attaqués et à l'annulation quant aux autres requérants ou quant à l'autre acte attaqué.

La notification du rapport d'abord aux parties qui peuvent demander la poursuite de la procédure, du moins chacune pour sa part et ensuite aux autres provoquerait des chassés-croisés de notifications. Ainsi la notification successive du rapport à l'une des parties et ensuite à l'autre serait tributaire des conclusions du rapport si elles sont précises et sans réserve et serait très compliquée, voire impraticable en cas de conclusions en des sens différents.

Voilà pourquoi il a été opté pour une solution qui limite les risques d'erreur, notamment de la part des services du greffe, et qui place les parties sur un pied d'égalité. Certes, cette solution n'est peut-être pas en théorie la meilleure mais elle a l'avantage important d'être toujours praticable. Cette solution consiste à notifier le rapport simultanément à toutes les parties de sorte que chacune d'elles, y compris désormais la partie intervenante, dispose d'un délai de trente jours pour déposer sa demande de poursuite de la procédure et son dernier mémoire. Le seul inconvénient de cette solution est qu'une partie dépose un dernier mémoire qui ne serait guère utile si, de son côté, l'autre partie ne demande pas la poursuite de la procédure. Cet inconvénient apparaît comme mineur, même pour les parties, par rapport aux risques réels d'erreur si le système de la notification du rapport par phases successives était maintenu, eu égard à la diversité des

.../...

cas de figure qui peuvent se présenter en raison des nouvelles règles législatives qui se superposent à celles déjà existantes.

Si l'article 14^{quater}, § 2, de l'arrêté du Régent est abrogé par l'article 15 de l'avant-projet d'arrêté, c'est parce qu'il se retrouve à l'article 14^{sexies} nouveau du règlement général de procédure (article 17 de l'avant-projet d'arrêté). Il est à remarquer que la notification que fera le greffe mentionnera tous les articles des lois coordonnées et de l'arrêté du Régent relatif aux demandes de poursuites de la procédure sans "personnaliser" cette mention en fonction de chaque destinataire de la notification du rapport, ceci afin de tenir compte de la diversité des hypothèses qui peuvent être rencontrées dans la pratique.

Article 16

L'article 16 de l'avant-projet d'arrêté introduit un article 14^{quinquies} dans le règlement général de procédure. Il assure l'exécution de l'article 30, § 3, des lois coordonnées modifié par l'article 17, 6/, de la loi du 15 septembre 2006.

Le nouvel article instaure des règles semblables à celles déjà en vigueur à l'article 14^{quater} à ceci près que, conformément à l'article 30, § 3, des lois coordonnées, c'est à la partie adverse qu'il revient de demander la poursuite de la procédure dans le cas où le rapport de l'auditeur conclut à l'annulation de l'acte attaqué.

L'article 30, § 3, desdites lois donne également à "celui qui a un intérêt au règlement du litige" le pouvoir d'introduire une demande de poursuite de la procédure. La personne ainsi visée ne peut être qu'une partie intervenante et non la partie requérante puisque, s'agissant d'un rapport concluant à l'annulation de l'acte attaqué et en cas d'absence de demande de poursuite de la procédure, l'annulation sera prononcée selon une procédure rapide, et ceci correspond à l'intérêt de la partie requérante. Celle-ci n'a donc pas un intérêt particulier à la demande de poursuite de la procédure.

Il y a lieu d'observer que l'article 219 de la loi du 15 septembre 2006 porte une disposition transitoire relative à l'article 30, § 3, nouveau, des lois coordonnées. Les articles 98 et 103 de l'avant-projet d'arrêté assurent une mise en oeuvre coordonnée des dispositions légales et réglementaires nouvelles et des dispositions transitoires.

Article 17

Le commentaire de l'article 14 expose la raison d'être de l'article 17 de l'avant-projet d'arrêté.

Article 18

À l'article 16 de l'arrêté du Régent et dans tous les articles pertinents, la mention du Commissaire du gouvernement a été supprimée, les lois coordonnées ne connaissant plus cette fonction depuis longtemps.

Articles 18,19, 20, 21 et 22

Les articles 16, 17, 19 et 20 du règlement général de procédure sont complétés afin de mentionner l'auditeur général. Il s'agit de les adapter à l'article 25, alinéas 1^{er} et 2, des lois coordonnées modifié par l'article 13, 1/ et 2/, de la loi du 15 septembre 2006, en particulier de la disposition selon laquelle "l'auditeur général ou le membre de l'auditorat désigné par lui peut effectuer d'office des devoirs d'instruction".

Article 23

La formule du serment des experts actuellement mentionnée à l'article 22, alinéa 2, de l'arrêté du Régent a implicitement été modifiée par la loi du 27 mai 1974 qui a remplacé dans les textes législatifs - mais non dans les textes réglementaires - la formule du serment.

La formule du serment contenue dans le nouvel article 22, alinéa 2, de l'arrêté du Régent est celle que prévoit l'article 979 du Code judiciaire pour les experts.

Article 24

L'alinéa 2 de l'article 25 de l'arrêté du Régent est abrogé puisque la formule du serment des témoins figure à l'article 25, alinéa 2, des lois coordonnées, modifié par la loi du 27 mai 1974.

Article 25

L'article 26 nouveau du règlement général de procédure constitue la mise en oeuvre de l'article 30, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées tel qu'il est complété par l'article 17, 2/, de la loi du 15 septembre 2006. La loi prévoit ainsi que l'arrêté royal "détermine les cas dans lesquels les parties ou leurs avocats peuvent décider conjointement que la cause ne doit pas être traitée en séance publique", ce qui a pour conséquence qu'à défaut d'audience publique "l'auditorat ne rendra pas d'avis".

Cette nouvelle disposition légale est inspirée des articles 729 et 755 du Code judiciaire.

Cette possibilité pour les parties de prendre la décision de ne pas voir leur cause traitée en audience publique est désormais prévue par l'article 26 nouveau du règlement général de procédure lorsque, dans un recours en annulation, les parties ne déposent pas de dernier mémoire et que le rapport de l'auditeur contient une conclusion pure et simple de rejet ou d'annulation sans aucune demande de renseignements ou d'explications.

L'article 26, alinéa 2, nouveau, de l'arrêté du Régent permet toutefois à la chambre de demander des explications orales sur des points qu'elle détermine. Par l'ordonnance qui précise ces points, la chambre fixe une date à laquelle les parties et l'auditeur sont entendus. Ce texte trouve son origine dans l'article 755, alinéa 4, du Code judiciaire. En ce cas, l'audience porte uniquement sur les points énumérés dans

l'ordonnance. Cette possibilité présente l'avantage de permettre d'éviter que, dans l'hypothèse où la chambre ne s'estimerait pas en mesure de statuer sur la base des seuls écrits de procédure et en l'absence d'audience, elle doive rendre un arrêt ordonnant des mesures d'instruction complémentaires, ce qui prolongerait le cours de la procédure.

Le texte de l'article 26 actuel de l'arrêté du Régent est supprimé puisqu'il forme l'article 27, § 1^{er}, des lois coordonnées.

Article 27

L'article 29, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Régent concerne le rapport d'audience, c'est-à-dire le rapport que le conseiller fait à l'audience. Selon le texte actuel, il "résume les faits de la cause ainsi que les moyens des parties". L'expérience révèle qu'il n'est souvent pas nécessaire de répéter, ne serait-ce qu'en résumé, les écrits de procédure des parties, le rapport d'audience pouvant se limiter à certains points ou à certaines questions.

La modification apportée par l'article 27, 1/, de l'avant-projet d'arrêté à l'article 29, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Régent tend à s'aligner sur la pratique.

Article 32

Le nouveau texte de l'article 36 de l'arrêté du Régent ne fait plus référence au "ministre compétent" puisque celui-ci est partie au litige. La référence au "ministre compétent", considéré de manière distincte des "parties", pouvait se comprendre en matière de cassation administrative. Celle-ci fait désormais l'objet d'un arrêté distinct.

Dans le nouvel article 36, alinéa 2, de l'arrêté du Régent, il a été ajouté la mention des arrêts qui rayent une affaire de rôle dans la liste des arrêts qui font l'objet d'un envoi en copie libre sous pli ordinaire.

Compte tenu de leur portée, les arrêts rendus en application de l'article 30, § 3, des lois coordonnées ne sont pas repris dans l'énumération des arrêts qui font l'objet d'un envoi en copie libre.

.../...

Articles 38 et 39

Actuellement, le chapitre II "De l'intervention" du Titre VI - "Des incidents" de l'arrêté du Régent comprend les articles 52 à 54. Alors que les articles 53 et 54 ont été abrogés, l'article 52 est une mesure d'exécution de l'article 21*bis*, § 2, "alinéas 3 et 4" (lire : alinéas 7 et 8) des lois coordonnées. Il s'agit d'une procédure permettant à l'auditeur général ou à la partie intervenante de demander à la chambre d'ordonner le dépôt du dossier administratif selon certaines modalités.

L'article 52 actuel ne concerne que très marginalement l'intervention.

L'article 52 nouveau de l'arrêté du Régent (article 39 de l'avant-projet d'arrêté) a pour objet de fixer les règles que doit respecter une requête en intervention, de telles règles faisant actuellement défaut.

L'ancien article 52 de l'arrêté du Régent devient l'article 53 (article 38 de l'avant-projet d'arrêté).

Article 40

L'article 61 de l'arrêté du Régent est actuellement repris à l'article 29, alinéa 2, des lois coordonnées.

Article 41

L'article 62 de l'arrêté du Régent est adapté de l'article 29, alinéa 2, des lois coordonnées qui concerne tant les membres du Conseil que ceux de l'Auditorat.

Articles 42 à 50

Ces articles constituent des mises à jour d'articles de l'arrêté du Régent.

.../...

Article 51

L'article 84 de l'arrêté du Régent est complété afin d'imposer à toute partie autre qu'une autorité administrative belge, une élection de domicile en Belgique à laquelle toutes notifications, communications et convocations du greffe sont valablement faites.

Article 52

Deux modifications sont apportées à l'article 85 de l'arrêté du Régent. D'une part, la référence aux parties "adverses" est remplacée par une référence "aux autres parties". En effet, lorsqu'il s'agit d'un mémoire en réponse, le nombre d'exemplaires de ce mémoire est fonction du nombre des autres parties et non de celui des parties adverses. Il en va de même, désormais, pour le dernier mémoire de la partie intervenante.

D'autre part, il convient d'adapter la disposition à la circonstance qu'en vertu de l'article 17, § 3, alinéa 1^{er}, nouveau, des lois coordonnées, une requête unique constitue l'acte introductif de deux instances, la première en référé et la seconde en annulation.

Article 54

L'article 92 actuel de l'arrêté du Régent est repris et complété par le nouvel article 84, § 2 de cet arrêté (article 51 de l'avant-projet d'arrêté royal).

Article 55

L'article 55 de l'avant-projet d'arrêté remplace le Titre IX - "Des demandes sans objet ou dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes" comprenant les articles 93 et 94. Le nouveau texte de l'intitulé du Titre IX et le nouvel article 93 mettent en oeuvre l'article 30, § 2, des lois coordonnées, modifié par l'article 17, 4/, de la loi du 15 septembre 2006 et fixent des règles particulières de procédure pour le traitement des requêtes qui sont sans objet ou qui n'appellent que des débats succincts. Cette dernière notion trouve son origine dans l'article 30, § 2, alinéa 2, des lois

coordonnées, en ce qui concerne les procédures relatives aux requêtes dirigées contre une décision prise en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, disposition provenant de la loi du 18 avril 2000.

Cette procédure est régie par l'article 26 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000 portant règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.

L'article 93 nouveau de l'arrêté du Régent est une pierre d'angle de l'accélération des procédures. En effet, il instaure une procédure abrégée quant au recours en annulation, permettant ainsi de court-circuiter la procédure en suspension puisqu'il sera directement statué au fond. En particulier, l'exigence du caractère manifeste du fondement ou du non-fondement du recours en annulation disparaît de sorte que le rapport immédiatement établi par l'auditeur, couplé à l'audience à un juge au cours de laquelle celui-ci peut diriger les débats en vue de lui permettre de statuer sans délai, dans toute la mesure du possible, joue un rôle déterminant. À cet égard, l'auditeur-rapporteur en charge du dossier a un choix important à opérer, duquel dépendra toute la procédure ultérieure : en effet, le but des nouvelles dispositions est notamment d'éviter de devoir procéder à deux examens successifs, le premier en suspension et le second au fond, dans tous les cas où ce double examen se révèle inutile.

Les nouveaux textes de l'article 30, § 2, des lois coordonnées et de l'article 93 du règlement général de procédure permettent de faire l'économie des divers mémoires normalement échangés lors d'une procédure complète et des diverses demandes de poursuite de la procédure.

L'article 94 de l'arrêté du Régent est abrogé.

Chapitre II. - Modifications de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État

Les modifications apportées à l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État font l'objet des articles 58 à 86 de l'avant-projet d'arrêté.

.../...

Article 58

Il s'agit d'ajouter aux définitions contenues à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 précité celle de la requête unique, ceci en application de l'article 17, § 3, alinéas 1^{er} et 2, des lois coordonnées, modifié par l'article 6, 3/, de la loi du 15 septembre 2006.

Il convient de rappeler que la demande de suspension contenue dans la requête unique peut être soit une demande de suspension ordinaire soit une demande de suspension d'extrême urgence. Il y a lieu de se référer au commentaire de l'article 9 de l'avant-projet d'arrêté.

Article 60

L'article 4, alinéa 1^{er}, actuel de l'arrêté du 5 décembre 1991 fait référence aux articles 26 et 27 du règlement général de procédure.

L'article 26 actuel de l'arrêté du Régent se retrouve à l'article 27, §1er, des lois coordonnées, lequel vise expressément notamment la procédure en référé. Quant à l'article 26 nouveau de l'arrêté du Régent, tel qu'il est remplacé par l'article 25 de l'avant-projet d'arrêté royal, il est étranger au référé.

En conséquence, il y a lieu d'omettre la référence à l'article 26 du règlement général de procédure, contenue à l'article 4 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

Articles 61 et 62

Il s'agit d'adaptations des références eu égard aux nouveaux textes.

Article 63

L'article 8 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 est adapté à la nécessité de prévoir un intitulé, comme le requiert l'article 17, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées, modifié par l'article 6, 3/, de la loi du 15 septembre 2006, et se réfère aux articles 3 et 3bis nouveaux de l'arrêté du Régent (articles 4 et 6 de l'avant-projet d'arrêté).

Pour tout ce qui concerne la requête unique, il y a lieu de se référer à la disposition transitoire de l'article 216, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 septembre 2006.

Article 64

L'article 9 actuel de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 se trouve désormais à l'article 6, § 4, nouveau de l'arrêté du Régent (voyez l'article 9 de l'avant-projet d'arrêté).

L'article 9 nouveau de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 (article 64 de l'avant-projet d'arrêté royal) provient, moyennant adaptations, de l'article 10 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

Article 65

Le nouvel article 10 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 énumère les mentions qui doivent figurer dans la requête en intervention. Il s'agit d'une nouveauté à rapprocher de l'article 52 nouveau de l'arrêté du Régent (article 39 de l'avant-projet d'arrêté royal) énumérant les indications requises dans une requête en intervention dans une procédure au fond.

Article 66

La modification apportée à l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 consiste à porter à 15 jours le délai donné à la partie adverse pour déposer le dossier de l'affaire et la note d'observations. Ce délai est actuellement fixé à

.../...

huit jours et apparaît comme étant souvent trop bref. Par la même occasion, il est précisé que c'est le dossier "complet" qui doit être transmis dans ledit délai.

Une modification semblable est apportée aux articles 29 et 38 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 (articles 81 et 86 de l'avant-projet d'arrêté royal).

Article 67, 1'

Il est clair que le rapport de l'auditeur, visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991, ne peut pas se limiter à exposer les faits et moyens ainsi que le mentionne l'article 12 actuel, mais porte sur un examen de la demande de suspension. Il s'agit d'une adaptation du texte réglementaire à la pratique.

Articles 67, 2/, 68, 82 et 87

Les articles 67, 2/, et 68 abrogent respectivement les articles 12, alinéa 2, et 14 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 qui, ayant trait à des demandes manifestement irrecevables ou non fondées, sont obsolètes puisque l'article 93 nouveau de l'arrêté du Régent (article 55 de l'avant-projet d'arrêté royal) ne connaît plus ces notions, à la suite de l'article 17, 4/, de la loi du 15 septembre 2006 (article 30, § 2, des lois coordonnées).

En outre, il ne paraît pas opportun de les maintenir dans les procédures visées aux articles 17 et 18 des lois coordonnées d'autant plus que ces demandes sont maintenant, en principe, toujours portées devant une chambre à juge unique.

Il en va de même en ce qui concerne l'article 30, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 (article 82, 2/, de l'avant-projet d'arrêté royal) et l'article 39, alinéa 2, dudit arrêté royal (article 87, 2/, de l'avant-projet d'arrêté royal).

Article 69

Il a paru plus adéquat de réunir en un chapitre *Ibis*, nouveau, certaines règles particulières relatives aux procédures en annulation consécutives à un arrêt en référé. À cet égard, il est fait référence à l'observation générale F.

Article 70

L'article 70 de l'avant-projet d'arrêté royal introduit un nouvel article 15^{quater} dans le chapitre *Ibis* nouveau de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

Il s'agit de l'exécution de l'article 17, § 4, alinéa 2, inséré dans les lois coordonnées par l'article 6, 4/, de la loi du 15 septembre 2006. En résumé, l'auditeur peut ne pas déposer de nouveau rapport lorsque l'échange des mémoires en réponse et en réplique n'apporte aucun élément nouveau eu égard à l'arrêt rendu dans la procédure en référé et que les conclusions de cet arrêt peuvent être transposées dans la procédure au fond, soit parce que l'arrêt de référé a suspendu l'exécution de l'acte attaqué, soit parce qu'il a rejeté la demande de suspension en ayant jugé qu'aucun moyen n'est sérieux ou que le recours est irrecevable pour un motif qui concerne aussi bien la demande de suspension que le recours en annulation.

Il est à observer que cette communication de l'auditeur, qui se substitue à un rapport, contient une conclusion qui, dès lors, peut enclencher soit l'application des articles 14^{quater} ou 14^{quinquies} de l'arrêté du Régent et, en présence d'une demande de poursuite de la procédure, celle de l'article 26 de ce dernier arrêté.

La disposition transitoire de l'article 17, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 septembre 2006 se trouve à l'article 216, alinéa 2, de la dite loi.

Article 71

L'article 16 nouveau de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 est adapté à la circonstance que la demande de suspension d'extrême urgence peut être introduite soit par

.../...

acte distinct - ce qui était toujours le cas jusqu'à présent - soit par un acte unique. En ce dernier cas, il est prévu que son intitulé doit expressément indiquer que la demande de suspension est formée sous le bénéfice de l'extrême urgence : à défaut de cette précision, elle ne vaut que comme demande de suspension ordinaire. A ce sujet, il y a lieu de se référer au commentaire de l'article 9 de l'avant-projet et à l'article 17, § 3, alinéas 1^{er} et 2, des lois coordonnées, modifié par l'article 6, 3/ de la loi du 15 septembre 2006.

Par ailleurs, l'article 16 nouveau de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 précise le contenu de la demande de suspension d'extrême urgence en faisant la distinction selon qu'elle est introduite par acte distinct ou dans une requête unique.

Article 72

L'article 18 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 se retrouve à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 3, et § 4, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées.

Article 74

L'article 20, alinéa 3, nouveau de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 tend à éviter la confusion que pouvait faire naître le texte actuel : la publication de l'arrêt doit se faire par la partie adverse et non par le greffier en chef du Conseil d'État.

Articles 75 et 76

Il s'agit d'adaptations aux textes modifiés des lois coordonnées et à ceux de l'arrêté du Régent modifiés par le présent avant-projet d'arrêté royal.

Ainsi, l'article 17, § 6, alinéa 2, 2^e phrase des lois coordonnées auquel se réfère l'article 21, § 2, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991, a été abrogé par l'article 6, 5/, de la loi du 15 septembre 2006.

Article 77

L'article 24 des lois coordonnées rend l'article 23 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 sans objet dès lors qu'un complément d'instruction ne peut être décidé que par arrêt et non par ordonnance.

Articles 79 et 80

Comme la demande de suspension fait désormais partie d'une requête unique, il est logique que celle-ci puisse aussi, le cas échéant, inclure une demande de mesure provisoire. Une telle demande de mesure provisoire peut également se faire par acte distinct aussi longtemps que le Conseil d'État est saisi d'une demande de suspension (article 18 des lois coordonnées).

Les articles 79 et 80 de l'avant-projet d'arrêté royal traduisent ces deux hypothèses.

Article 82

Il y a lieu de se reporter à ce sujet au commentaire de l'article 67, 2/, de l'avant-projet d'arrêté royal.

Article 84

L'article 34 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 est repris à l'article 18, alinéa 3, des lois coordonnées, sauf en ce qui concerne le délai de quarante-cinq jours.

Article 87

Il y a lieu de se référer à ce sujet au commentaire de l'article 67, 2/, de l'avant-projet d'arrêté royal.

Article 89

Cet article est à mettre en parallèle avec l'article 52, 2/, de l'avant-projet d'arrêté royal (article 85, alinéa 2, nouveau, de l'arrêté du Régent).

Chapitre III.- Modifications de l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État en matière d'astreinte

Les articles 90 à 96 de l'avant-projet d'arrêté royal constituent des adaptations aux modifications apportées à la dénomination de la section ou aux références aux lois coordonnées ou à l'arrêté du Régent.

Chapitre IV.- Modifications de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État

L'article 97 de l'avant-projet d'arrêté royal introduit, dans l'arrêté royal du 30 novembre 2006 précité, la nouvelle dénomination de la section du "contentieux administratif".

Chapitre V.- Entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Étrangers

Article 98

Le commentaire de cet article a été fait dans les observations générales.

Chapitre VI. - Dispositions finalesArticle 99

Cet article exécute l'article 227, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 septembre 2006 et fait l'objet d'un commentaire sous l'observation générale A.

Article 100

Cet article fixe l'entrée en vigueur de l'avant-projet d'arrêté royal. L'observation générale E est consacrée à cette entrée en vigueur.

Articles 101 à 103

Ces trois articles contiennent des dispositions transitoires. Elles s'inscrivent dans la perspective des articles 216 et 219 de la loi du 15 septembre 2006 auxquels elles s'adaptent.

TOELICHTENDE NOTA

I. ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Opdracht van de Regering en door de wetgever verleende machtigingen

De Eerste Minister heeft op 24 januari 2007 het volgende verzoek gericht aan de Raad van State :

"Zoals reeds aangegeven bij brief van 6 oktober 2006 (Ref : SB/05102006AfdW-art6), wenste ik, in toepassing van artikel 6 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de afdeling wetgeving te belasten met het opmaken van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor vreemdelingenbetwistingen (Belgisch Staatsblad, 6 oktober 2006) .

Er werd destijds geopteerd de uitvoering van voornoemde wet in verschillende fasen aan te pakken. De eerste fase van de uitvoering, die het voorwerp uitmaakte van het advies nr. 41.439/AG-AV van 31 oktober 2006, omvatte de vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State en is uiteindelijk het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State geworden (Belgisch Staatsblad, 1 december 2006).

De tweede fase van de uitvoering, die het voorwerp uitmaakt van huidig schrijven, behelst de aanpassing van het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, aan voornoemde wet van 15 september 2006, alsook het nemen van de nodige besluiten tot uitvoering van artikel 243, tweede lid, van dezelfde wet .

Tezelfdertijd herhaal ik het eerder verzoek aan de afdeling wetgeving om te willen onderzoeken of de opgesomde hervormingen desgevallend ook wijzigingen aan andere bestaande uitvoeringsbepalingen van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, noodzakelijk maken .

Ik zou de Raad van State bijzonder dankbaar zijn indien het advies zo snel mogelijk zou kunnen verleend worden, gelet op de door de Regering vooropgezette doelstelling om de hervorming op 1 april 2007 in werking te laten treden."

2. Draagwijdte van het verzoek van de Eerste Minister

In zijn verzoek vermeldt de Eerste Minister uitdrukkelijk het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State dat dient te worden aangepast aan de wet van

.../...

15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Hij verwijst eveneens naar andere besluiten die niet nader worden aangeduid en die in voorkomend geval zouden moeten worden aangepast, en tenslotte instantie naar de uitvoeringsmaatregelen van artikel 243, tweede lid, van de voornoemde wet.

A. Bepalingen van de wet van 15 september 2006 waarop het verzoek van de Eerste Minister betrekking heeft

Het verzoek van de Eerste Minister heeft betrekking op de volgende bepalingen van de wet van 15 september 2006 :

- artikel 6, 1/, b, dat een aanvulling inhoudt van artikel 17, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;
- artikel 6, 3/, dat artikel 17, § 3, van de gecoördineerde wetten wijzigt;
- artikel 6, 4/, dat artikel 17, § 4, van de gecoördineerde wetten aanvult;
- artikel 17, 2/, dat een aanvulling inhoudt van artikel 30, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, in het bijzonder wat betreft de bepaling van de gevallen waarin de partijen samen mogen beslissen dat de zaak niet in openbare terechtzitting moet worden behandeld;
- artikel 17, 4/, dat artikel 30, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten wijzigt;
- artikel 17, 6/, dat artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten vervangt.

De voornoemde wetsbepalingen hebben betrekking op de procedure die geregeld wordt bij het voornoemde besluit van de Regent van 23 augustus 1948 en bij het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Het verzoek van de Eerste Minister heeft eveneens betrekking op de inwerkingstelling van verschillende bepalingen van de wet van 15 september 2006 met toepassing van artikel 243, tweede lid, van deze wet.

Terzake gaat het om de volgende wetsbepalingen :

- artikel 6, 3/;
- artikel 6, 4/;
- artikel 17, 1/;
- artikel 17, 2/;
- artikel 17, 4/;
- artikel 17, 6/;
- artikel 25, 2/;
- artikel 52, 4/;
- artikel 216;
- artikel 219;
- artikel 220.

Wat betreft artikel 6, 5/, van de wet van 15 september 2006, dat artikel 30, § 2, tweede lid, van de gecoördineerde wetten opheft, en de Koning machtigt om de procedure te regelen inzake het vreemdelingcontentieux, is ervan uitgegaan dat het beter is om het nu nog niet in werking te laten treden, aangezien er thans nog verscheidene beroepen aanhangig zijn bij de Raad van State en het misschien nog nuttig zou kunnen zijn om een aantal wijzigingen aan te brengen in de procedure met betrekking tot die beroepen. Het voorstel om de voornoemde opheffing nog niet in werking te laten treden is dus ingegeven door voorzichtigheid.

In het voorontwerp van besluit wordt overigens de datum van inwerkingtreding bepaald van die verschillende bepalingen, met uitzondering van de artikelen 25, 2/, 52, 4/en 220 die, aangezien deze betrekking hebben op de griffier-informaticus en op de beheerder, geen uitstaans hebben met de procedureregeling en waarvan er een aantal specifieke uitvoeringsmaatregelen behoeven.

Tot slot heeft het verzoek van de Eerste Minister betrekking op de uitvoering van artikel 227, eerste lid, van de wet van 15 september 2006, volgens welk artikel de Koning de datum bepaalt waarop in de gecoördineerde wetten op de Raad van State de woorden "afdeling administratie" vervangen worden door de woorden "afdeling bestuursrechtspraak".

In het tweede lid van artikel 227 wordt de Koning gemachtigd de naamswijziging door te voeren in alle bestaande wetten : gelet op de termijn die is toegemeten voor het opstellen van het voorontwerp kan het voornoemde artikel 227, tweede lid, nu nog niet worden uitgevoerd.

B. Andere besluiten waarbij de procedure geregeld wordt

Naast het reeds genoemde besluit van de Regent en het koninklijk besluit van 5 december 1991, bevatten twee andere besluiten procedureregels die bedoeld zijn om op algemene wijze toegepast te worden : het betreft het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State inzake de dwangsom en het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State.

Die besluiten maken het voorwerp uit van de wijzigingen die noodzakelijk geworden zijn door de uitvoering van artikel 227, eerste lid, van de wet van 15 september 2006.

C. De besluiten waarbij de procedure geregeld wordt in bijzondere aangelegenheden

Verschillende besluiten zijn uitgevaardigd ter uitvoering van bijzondere wetsbepalingen en regelen min of meer de procedure die door de Raad van State gevolgd moet worden bij het onderzoek van de beroepen waarin voorzien wordt door die wetsbepalingen. Verscheidene van die besluiten bevatten bovendien verwijzingen naar verschillende artikelen van het Regentsbesluit van 23 augustus 1948. Die besluiten worden gekenmerkt door het feit dat ze enkel van toepassing zijn voor zeer specifieke

beroepen, in tegenstelling tot het voornoemde Regentsbesluit van 23 augustus 1948 en het voornoemde besluit van 5 december 1991.

Het gaat om de volgende besluiten :

- koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76bis van de gemeentekieswet;
- koninklijk besluit van 12 januari 1977 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld door de artikelen 18, 21 en 22 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- koninklijk besluit van 30 september 1992 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 68 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- koninklijk besluit van 28 oktober 1994 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 37/4 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen;
- koninklijk besluit van 9 juli 2000 houdende bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- koninklijk besluit van 15 mei 2003 tot regeling van de versnelde procedure in geval van beroep bij de Raad van State tegen sommige beslissingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen;
- koninklijk besluit van 31 augustus 2005 tot regeling van de bijzondere regels inzake de termijn en de procedure voor de behandeling van de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en

.../...

de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Gelet op de korte termijn die is toegemeten voor het opstellen van het voorontwerp van koninklijk besluit is het niet mogelijk geweest om de voornoemde koninklijke besluiten met betrekking tot die bijzondere aangelegenheden te herzien, te meer daar de wetsbepalingen, krachtens welke die besluiten uitgevaardigd zijn, soms zelf ook een zekere evolutie hebben gekend. In sommige gevallen is de betrokken aangelegenheid, zoals de regeling van geschillen inzake gemeenteraadsverkiezingen, zelfs overgeheveld naar de gewesten.

In dat verband zouden die teksten, in voorkomend geval, moeten worden herzien en aangepast aan de nieuwe regels.

D. Andere wijzigingen aangebracht in het Regentsbesluit van 23 augustus 1948 en in het koninklijk besluit van 5 december 1991

Naast de bepalingen die bestemd zijn om de uitvoering te regelen van de wet van 15 september 2006, bevat het voorontwerp van koninklijk besluit bepalingen tot wijziging van het Regentsbesluit van 23 augustus 1948 en van het koninklijk besluit van 5 december 1991, die noodzakelijk geworden zijn hetzij voor de aanpassing van de verwijzingen naar artikelen van de gecoördineerde wetten die in de plaats gekomen zijn van de oorspronkelijke artikelen van de wet van 23 december 1946 en die dus teruggaan tot vóór die coördinatie, hetzij om erop te wijzen dat bepaalde artikelen van het Regentsbesluit overgenomen zijn in de gecoördineerde wetten zelf, hetzij nog omdat deze geen voorwerp meer hebben ten gevolge van voorgaande wijzigingen van de gecoördineerde wetten, hetzij tot slot omdat daarin vormvereisten vervat zijn die nutteloos geworden zijn (zoals de beschikking waarbij de neerlegging van het verslag van de auditeur wordt gelast) of omdat bepaalde verduidelijkingen moeten worden aangebracht die noodzakelijk zijn voor het goede verloop van de procedure.

Voorts zijn een aantal terminologische correcties aangebracht met het oog op een grotere uniformiteit inzake het gebruik van bepaalde termen in beide besluiten, hetgeen in hoofdzaak voor de Nederlandse versie ervan geldt. Aldus worden de begrippen

"tegenpartij" en "raadsheer" vervangen door de begrippen "verwerende partij" en "staatsraad" die reeds gebruikt worden in de meer recente teksten.

Tenslotte zijn de woorden "de eerste voorzitter" vervangen door de woorden "de korpschef van de afdeling bestuursrechtspraak", dit overeenkomstig het artikel 73/1 van de gecoördineerde wetten, ingevoegd door artikel 29 van de wet van 15 september 2006.

E. Inwerkingtreding van het voorontworpen besluit

De Eerste Minister zou willen dat de hervorming in werking treedt op 1 april 2007.

Kenmerkend voor het voorontwerp van besluit, na de inwerkingstelling van verschillende bepalingen van de wet van 15 september 2006, is dat het niet voorziet in een nieuwe volledige en autonome procedure, maar dat het, samen met de wetsbepalingen die in werking gesteld zijn, een reeks soms wezenlijke wijzigingen aanbrengt in reeds bestaande procedures, te beginnen inzonderheid bij de eerste procedurehandeling, namelijk het inleidend verzoekschrift.

Uit het voorgaande vloeit voort dat er een bepaalde termijn zou moeten worden gelaten tussen het ogenblik waarop het voorontworpen besluit wordt goedgekeurd en bekendgemaakt en het ogenblik waarop het in werking treedt, teneinde alle rechtzoekenden en rechtsbeoefenaars de mogelijkheid te bieden rekening te houden met alle nieuwigheden op het vlak van de procedures.

Teneinde de rechtszekerheid te waarborgen wordt dan ook voorgesteld om de oplossing te kiezen waarvoor ook reeds werd geopteerd in artikel 243, derde lid, van de wet van 15 september 2006, namelijk dat het voorontwerp in werking treedt "op de eerste dag van de tweede maand na die waarin (dit besluit) is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

F. Diversiteit van de teksten waarbij de procedures geregeld worden

Mettertijd is de procedure voor de afdeling administratie aanzienlijk geëvolueerd, gediversifieerd, en, werd het aantal soorten procedures vermenigvuldigd. Immers, wat de zogenaamde "algemene procedures" betreft, dient te worden vastgesteld dat deze geregeld worden door de gecoördineerde wetten, het Regentsbesluit van 23 augustus 1948, het koninklijk besluit van 5 december 1991, en ook door het koninklijk besluit van 2 april 1991 (dwangsom), het koninklijk besluit van 7 juli 1997 betreffende de publicatie van de arresten van de Raad van State en het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State.

Die teksten overlappen elkaar en de regeling van sommige procedures, bij voorbeeld het annulatieberoep en het kort geding, is in verschillende teksten opgenomen, waarbij sommige van die teksten wetteksten zijn en de andere verordenende teksten. Daarbij komt nog dat in de gecoördineerde wetten bepaalde stadia van de procedure in detail geregeld worden, zoals bijvoorbeeld de tussenkomst (artikel 21*bis*), terwijl niets gezegd wordt over andere stadia (bijvoorbeeld het inleidend verzoekschrift), of slechts een gedeeltelijke regeling uitgewerkt wordt voor een bepaalde procedurehandeling of onderdeel van die procedure. Daaruit vloeit voort dat voor alle procedurehandelingen en alle onderdelen van de procedure waarvoor in de gecoördineerde wetten geen of slechts een onvolledige regeling wordt uitgewerkt, of die daarin enkel op embryonale wijze worden geregeld, hoofdzakelijk in beide voornoemde besluiten aanvullende verordeningsbepalingen moeten worden uitgevaardigd. Daarbij mag niet uit het oog worden verloren dat het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State zelf ook bepalingen bevat die verband houden met de annulatieprocedure met name op het vlak van de regeling van de verzoeken om voortzetting van de procedure en terug op het vlak van de nieuwe regels inzake het enig verzoekschrift.

Deze steeds groter wordende fragmentering van de regelgeving over meerdere teksten, die bovendien van verschillende aard zijn, leidt tot een gebrek aan samenhang en leidt onmiskenbaar tot grote moeilijkheden op het vlak van de toegankelijkheid van de procedure, en bemoeilijkt een goed begrip van haar verloop.

Daarbij rijst nog het probleem van de verschillende reeds genoemde besluiten, die, in meerdere of mindere mate, voorzien in een regeling van diverse procedures in specifieke aangelegenheden, met verwijzingen naar artikelen van het Regentsbesluit.

Het zou ongetwijfeld wenselijk zijn dat, op zijn minst voor de algemene procedures, werk gemaakt wordt van het opstellen van een Wetboek Procedure Bestuursrechtspraak, waarbij aandacht besteed wordt aan meer eenvormigheid en doorzichtigheid.

G. Andere wijzigingen aan te brengen aan de geldende teksten.

Gelet op de korte termijn verleend voor het opmaken van het voorontwerp van koninklijk besluit was het onmogelijk er verschillende wijzigingen in aan te brengen die het voorwerp zouden kunnen uitmaken van een later initiatief.

Zo is het aangewezen bijvoorbeeld de regels betreffende de hervatting van het geding te herzien, een bepaling op te nemen betreffende het beroep tot intrekking te verzekeren geregeld in artikel 17 van de bijzondere wet op het Arbitragehof van 6 januari 1988, de concordantie te verzekeren tussen het besluit van de Regent met de voorgestelde wijzigingen en het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State alsook enige fouten in deze tekst te verbeteren.

Bovendien brengt het huidige voorontwerp geen enkele wijziging aan aan artikel 71 van het besluit van de Regent. Naast het feit dat het voornoemde artikel op een duistere wijze opgesteld is en vervangen werd door het koninklijk besluit van 21 december 2006, heeft het aanleiding tot moeilijkheden die nog moeten opgelost worden.

*

* *

.../...

II. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Hoofdstuk I. - Wijzigingen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State

Hoofdstuk I omvat de artikelen 1 tot 57 van het voorontwerp van koninklijk besluit, die betrekking hebben op de wijzigingen die aangebracht worden in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State. Zoals in de algemene opmerkingen uiteengezet is, zijn die wijzigingen van verscheiden aard. Bijgevolg zullen alleen de substantiële wijzigingen apart worden besproken.

Artikel 1

Het opschrift van het besluit van de Regent wordt aangepast aan de nieuwe benaming van de afdeling die voortvloeit uit artikel 227, eerste lid, van de wet van 15 september 2006. Die wijziging wordt systematisch aangebracht in de besluiten die door het voorontwerp van besluit worden gewijzigd.

Artikel 2

De nieuwe tekst van artikel 1 van het besluit van de Regent bevat niet langer een uitdrukkelijke verwijzing naar de beroepen vermeld in bepaalde artikelen van de gecoördineerde wetten omdat gebleken is dat artikel 16 van de voormelde wetten in de loop der jaren op ontoereikende manier gewijzigd werd en omdat bovendien artikel 30, § 2*bis* en § 4, van de voornoemde gecoördineerde wetten eveneens betrekking heeft op beroepen in specifieke aangelegenheden, waarbij de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, zelfs in beide artikelen wordt vermeld. Het is dan ook verkieslijk als grondregel te stellen dat de zaak bij de afdeling bestuursrechtspraak aanhangig wordt gemaakt door middel van een verzoekschrift.

Het spreekt vanzelf dat in specifieke gevallen kan worden voorzien in afwijkingen of bijzondere regels naar gelang van de wet of het krachtens die wet uitgevaardigde besluit. Dit is het geval voor administratieve cassatieberoepen die, met toepassing van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State, alleen door een advocaat mogen worden ondertekend.

Artikelen 3 tot 6

Deze bepalingen zijn steunen grotendeels geïnspireerd op de artikelen 3, § 2 tot 5, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State en passen deze aan aan de annulatieprocedure.

In artikel 2, § 1, 1/, van het besluit van de Regent is de vermelding van het opschrift "verzoekschrift tot nietigverklaring", ingeval het om een beroep tot nietigverklaring gaat, vereist krachtens artikel 17, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 6, 3/, van de wet van 15 september 2006.

Bovendien volgt uit het nieuw artikel 2, § 1, 2/, dat een andere verzoekende partij dan een Belgische administratieve overheid, een woonplaats moet kiezen in België.

Artikel 7

Thans voorziet artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State in de bekendmaking van een bericht in het Belgisch Staatsblad wanneer bij de Raad van State een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging van een reglement aanhangig wordt gemaakt. Door de invoering van het enig verzoekschrift tot schorsing en tot nietigverklaring (artikel 17, § 3, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 6, 3/, van de wet van 15 september 2006) is het noodzakelijk gebleken om in zo'n bekendmaking te voorzien in alle gevallen waarin bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring van een reglement aanhangig wordt gemaakt, ongeacht of dat beroep al dan niet vergezeld gaat van een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging van dat reglement (zie eveneens

.../...

artikel 62 van het voorontwerp van besluit, waarbij artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 wordt vervangen).

Artikel 9

De paragrafen 1 tot 3 van het nieuwe artikel 6 van het Regentsbesluit zijn in een nauwkeuriger herschrijving van het huidige artikel 6, eerste en tweede lid.

Paragraaf 4 van het nieuwe artikel 6 is de herziening aangepast aan de nieuwe regels betreffende het enig verzoekschrift tot nietigverklaring en tot schorsing, van het huidige artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991. Hierbij dienen twee punten onderstreept te worden. Ten eerste blijkt uit de parlementaire voorbereiding van artikel 6, 3/ van de wet van 15 september 2006, dat artikel 17, § 3, van de gecoördineerde wetten wijzigt, dat "de verzoeker die een vordering bij uiterst dringende noodzakelijkheid instelt ... evenwel niet verplicht (is) dit te doen bij afzonderlijk verzoekschrift" en dat "niets ... hem (belet) gelijktijdig zijn beroep tot nietigverklaring in te dienen, in welk geval (beide) dan wel - overeenkomstig de gemeenrechtelijke regeling - in een enige akte moeten worden uiteenzet" (Gedr. St., Kamer, 51 2479/001, blz. 28).

Ten tweede wordt, met het oog op een harmonisering van de termijnen, aan de verwerende partij voor het indienen van een memorie van antwoord een termijn van zestig dagen - en niet meer van dertig dagen - toegekend vanaf het ogenblik waarop haar kennis is gegeven van het verzoek tot voortzetting van de procedure van de verzoekende partij, ingeval van een arrest tot afwijzing van de vordering tot schorsing.

Artikelen 12 tot 14

De nieuwe artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Regent bevatten hoofdzakelijk twee nieuwigheden.

Ten eerste : In de bodemprocedure kan de auditeur-verslaggever aan de partijen een termijn opleggen voor het verstrekken van de inlichtingen en stukken waarom hij verzoekt. Dat is een handelwijze die reeds bestaat, maar ze dient te worden opgenomen in de algemene procedureregeling. Het spreekt vanzelf dat de gestelde termijn, rekening

.../...

houdend met het onderwerp van het verzoek en de omstandigheden van de zaak, redelijk dient te zijn, en dat het verzoek behoort te worden gedaan bij ter post aangetekende brief met ontvangstmelding (artikel 84 van het besluit van de Regent). De sanctie voor het niet-nakomen van de termijn zal erin bestaan dat de auditeur-verslaggever zijn verslag opmaakt zonder de inlichtingen en stukken in kwestie (hiermee rekening houdende) en dat de kamer over het feit dat de partij de gevraagde inlichtingen en stukken niet heeft verstrekt of zulks te laat heeft gedaan, zou oordelen de door de auditeur gestelde termijn moet precies zijn.

Ten tweede : het verslag van de auditeur wordt niet langer rechtstreeks overgezonden aan de kamer met het oog op het opmaken van de beschikking tot indiening van het verslag, maar aan de griffie, die van het verslag kennisgeeft aan de partijen en een exemplaar ervan meedeelt aan de kamer (zie artikel 14 van het voorontwerp van besluit). Zulks maakt het mogelijk om de beschikking tot neerlegging van het verslag af te schaffen, nu deze beschikking overbodig is geworden, aangezien de kamer in deze fase van de procedure, dat wil zeggen voordat een arrest gewezen is, de auditeur niet kan bevelen een aanvullend verslag op te maken (zie artikel 24 van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 15 september 2006).

Artikel 14

Door artikel 14 wordt artikel 14, eerste en tweede lid, van het besluit van de Regent gewijzigd. In de huidige regeling wordt het verslag van de auditeur altijd eerst ter kennis gebracht van de verzoekende partij. Ingeval de conclusie van het verslag van de auditeur luidt dat het annulatieberoep moet worden verworpen, beschikt de verzoekende partij over dertig dagen om haar verzoek tot voortzetting van de procedure (artikel 14^{quater} van de algemene procedureregeling) en haar laatste memorie in te dienen. Pas daarna wordt het verslag ter kennis van de verwerende partij gebracht.

Met de inwerkingtreding van artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten, ingevoegd door artikel 17, 6/, van de wet van 15 september 2006, staat het, wanneer de conclusie van het verslag van de auditeur besluit tot vernietiging, aan de verwerende partij of de belanghebbende partij om de voortzetting van de procedure te vragen, zo niet wordt de nietigverklaring van de bestreden akte onmiddellijk uitgesproken.

Zowel in artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten - waarvan de uitvoeringsmaatregel artikel 14^{quater} van het besluit van de Regent is - als in artikel 30, § 3, van de voormelde wetten - waarvan de uitvoeringsmaatregel het nieuwe artikel 14^{quinquies} van het besluit van de Regent is dat daarin wordt ingevoegd bij artikel 16 van het voorontwerp van koninklijk besluit - wordt ervan uitgegaan dat het verslag van de auditeur een precieze conclusie zonder voorbehoud bevat. Overigens is het mogelijk dat het verslag verscheidene conclusies bevat. Als bijvoorbeeld drie verzoekers eenzelfde verzoekschrift indienen tot nietigverklaring van eenzelfde akte of als een verzoeker de nietigverklaring van twee akten vordert (bijvoorbeeld een verkavelingsvergunning en een stedenbouwkundige vergunning) met eenzelfde verzoekschrift, kan de conclusie van het verslag zijn dat het beroep voor één van de verzoekers of voor één van de bestreden akten moet worden verworpen en tegelijkertijd dat de nietigverklaring moet worden uitgesproken voor de overige verzoekers of voor de andere bestreden akten.

Als van het verslag eerst kennis moet worden gegeven aan de partijen die om de voortzetting van de procedure kunnen verzoeken, althans ieder wat haar betreft, en pas daarna aan de overige partijen, zou zulks leiden tot elkaar kruisende kennisgevingen. Aldus zou de opeenvolgende kennisgeving van het verslag aan een van de partijen en vervolgens aan de andere, afhangen van de conclusies van het verslag, als die precies en zonder voorbehoud zijn en zou die kennisgeving zeer ingewikkeld, ja zelfs onuitvoerbaar zijn ingeval van uiteenlopende conclusies.

Om die reden is geopteerd voor een oplossing die de risico's voor vergissingen beperkt, voornamelijk voor de diensten van de griffie, en die de partijen op voet van gelijkheid plaatst. Die oplossing is in theorie weliswaar niet de beste, maar ze heeft het grote voordeel altijd toepasbaar te zijn. Die oplossing bestaat erin het verslag tegelijk te betekenen aan alle partijen, zodat alle partijen, en voortaan dus ook de tussenkomende partij, beschikken over een termijn van dertig dagen om hun verzoek tot voortzetting van de procedure en hun laatste memorie in te dienen. Het enige ongemak van deze oplossing is dat een partij een laatste memorie kan indienen die nauwelijks dienstig is wanneer de andere partij, harerzijds, niet om de voortzetting van de procedure verzoekt. Dat ongemak lijkt klein, zelfs voor de partijen, in vergelijking met de reële risico's voor vergissingen als de regeling voor kennisgeving van het verslag in opeenvolgende fases behouden blijft, gelet op de verscheidenheid van gevallen die zich

kunnen voordoen wegens de nieuwe wettelijke regels die bovenop de reeds bestaande komen.

Artikel 14^{quater}, § 2, van het besluit van de Regent wordt weliswaar opgeheven bij artikel 15 van het voorontwerp van besluit, maar is vervat in het nieuwe artikel 14^{sexies} van de algemene procedureregeling (artikel 17 van het voorontwerp van besluit). Op te merken valt dat in de betekening door de griffie, melding zal worden gemaakt van alle artikelen van de gecoördineerde wetten en van het besluit van de Regent die betrekking hebben op verzoeken tot voortzetting van de procedure, zonder die vermelding te "personaliseren" op maat van elke partij waaraan het verslag wordt betekend, zulks om rekening te houden met de verscheidenheid aan gevallen die zich in de praktijk kunnen voordoen.

Artikel 16

Artikel 16 van het voorontwerp van besluit voert in de algemene procedureregeling een artikel 14^{quinquies} in. Aldus wordt gezorgd voor de uitvoering van artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 17, 6/, van de wet van 15 september 2006.

Door dat nieuwe artikel worden regels ingevoerd die aansluiten bij die welke reeds gelden krachtens artikel 14^{quater}, met dit verschil dat het overeenkomstig artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten aan de verwerende partij staat om de voortzetting van de procedure te vragen ingeval de conclusie van het verslag van de auditeur luidt dat de bestreden akte moet worden vernietigd.

Krachtens artikel 30, § 3, van de voormelde wetten kan "degene die een belang heeft bij de beslechting van het geschil" eveneens een verzoek tot voortzetting van de procedure indienen. De persoon naar wie aldus wordt verwezen, kan alleen een tussenkomende partij zijn en niet de verzoekende partij, aangezien het daarbij gaat om een verslag waarvan de conclusie is dat de bestreden akte moet worden vernietigd, en aangezien bij ontstentenis van een verzoek tot voortzetting van de procedure de nietigverklaring zal worden uitgesproken volgens een versnelde procedure, hetgeen

.../...

overeenkomt met het belang van de verzoekende partij. De verzoekende partij heeft dus ook geen bijzonder belang bij het verzoek tot voortzetting van de procedure.

Op te merken valt dat artikel 219 van de wet van 15 september 2006 een overgangsbepaling bevat betreffende het nieuwe artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten. De artikelen 98 en 103 van het voorontwerp van besluit zorgen voor een gecoördineerde tenuitvoerlegging van de nieuwe wets- en verordeningsbepalingen en van de overgangsbepalingen.

Artikel 17

In de bespreking van artikel 14 wordt de bestaansreden van artikel 17 van het voorontwerp van besluit uiteengezet.

Artikel 18

In artikel 16 van het besluit van de Regent en in alle relevante artikelen wordt de vermelding van de commissaris der regering geschrapt, aangezien die functie sedert lang niet meer in de gecoördineerde wetten voorkomt.

Artikelen 18, 19, 21 en 23

De artikelen 16, 17, 19 en 20 van de algemene procedureregeling worden aangevuld teneinde de auditeur-generaal daarin te vermelden. De bedoeling is ze aan te passen aan artikel 25, eerste en tweede lid, van de gecoördineerde wetten uit te voeren zoals die bepaling gewijzigd is bij artikel 13, 1/ en 2/, van de wet van 15 september 2006, inzonderheid de bepaling naar luid waarvan "de auditeur-generaal of het door hem aangewezen lid van het Auditoraat, ... ambtshalve onderzoeksverrichtingen (kan) stellen".

Artikel 23

De eedformule van de deskundigen, die thans vermeld staat in artikel 22, tweede lid, van het besluit van de Regent, is impliciet gewijzigd bij de wet van 27 mei 1974, die de eedformule vervangen heeft in de wetteksten maar niet in de verordeningsteksten.

De eedformule die vervat is in het nieuwe artikel 22, tweede lid, van het besluit van de Regent, is die welke in artikel 979 van het Gerechtelijk Wetboek voor de deskundigen is bepaald.

Artikel 24

Artikel 25, tweede lid, van het besluit van de Regent wordt opgeheven, aangezien de eedformule voor getuigen vervat is in artikel 25, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1974.

Artikel 25

Het nieuwe artikel 26 van de algemene procedureregeling vormt de tenuitvoerlegging van artikel 30, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, zoals die bepaling aangevuld is bij artikel 17, 2/, van de wet van 15 september 2006. Zo schrijft de wet voor dat het koninklijk besluit "de gevallen (bepaalt) waarin de partijen of hun advocaten gezamenlijk mogen besluiten dat de zaak niet in openbare terechtzitting moet worden behandeld", hetgeen tot gevolg heeft dat, bij ontstentenis van openbare terechtzitting, "er geen advies van het Auditoraat (wordt) gegeven".

Die nieuwe wettelijke bepaling is geïnspireerd op de artikelen 729 en 755 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die mogelijkheid voor de partijen om te beslissen dat hun zaak niet in openbare terechtzitting wordt behandeld, wordt voortaan geboden door het nieuwe artikel 26 van de algemene procedureregeling, wanneer de partijen bij een beroep tot

.../...

nietigverklaring geen laatste memorie indienen en in het verslag van de auditeur onvoorwaardelijk tot verwerping of tot nietigverklaring wordt geconcludeerd en daarin evenmin verzocht wordt om nadere inlichtingen of uitleg.

Overeenkomstig het nieuwe artikel 26, tweede lid, van het besluit van de Regent kan de kamer om mondelinge uitleg verzoeken omtrent de punten die ze aangeeft. Bij de beschikking waarin die punten worden aangegeven, stelt de kamer de datum vast waarop de partijen en de auditeur zullen worden gehoord. Deze tekst is opgesteld naar het voorbeeld van artikel 755, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek. In dat geval heeft de terechtzitting alleen betrekking op de punten die in de beschikking opgesomd zijn. Deze mogelijkheid biedt het voordeel dat daarmee kan worden vermeden dat de kamer, ingeval ze van oordeel zou zijn dat ze op basis van de procedurestukken alleen en bij ontstentenis van terechtzitting geen uitspraak kan doen, een arrest zou moeten wijzen om aanvullende onderzoeksdaden te bevelen, hetgeen de proceduregang zou verlengen.

De tekst van het huidige artikel 26 van het Regentsbesluit vervalt, aangezien die bepaling artikel 27, § 1, van de gecoördineerde wetten vormt.

Artikel 27

Artikel 29, eerste lid, van het besluit van de Regent heeft betrekking op het verslag ter terechtzitting, dat wil zeggen het verslag dat de staatsraad op de terechtzitting doet. Volgens de huidige tekst worden daarin "de feitelijke toedracht der zaak en de middelen der partijen" samengevat. De ervaring leert evenwel dat het vaak niet nodig is de processtukken van de partijen weer onder de aandacht te brengen, al was het in het kort, zodat het verslag ter terechtzitting beperkt kan blijven tot bepaalde punten of bepaalde kwesties.

De wijziging die bij artikel 28, 1/, van het voorontwerp van besluit wordt aangebracht in artikel 29, eerste lid, van het besluit van de Regent strekt ertoe zich op de praktijk af te stemmen.

Artikel 32

In de nieuwe tekst van artikel 36 van het Regentsbesluit wordt geen gewag meer gemaakt van "de bevoegde minister", aangezien die partij is in het geding. De verwijzing naar "de bevoegde minister", afzonderlijk beschouwd ten opzichte van de "partijen", was te begrijpen in het kader van de administratieve cassatieprocedure. Die aangelegenheid wordt voortaan behandeld in een afzonderlijk besluit.

In het nieuwe artikel 36, tweede lid, van het besluit van de Regent worden de arresten waarin een zaak van de rol wordt geschrapt eveneens vermeld in de opsomming van arresten waarvan bij gewone brief een ongezegeld afschrift toegezonden wordt.

Gelet op hun draagwijdte worden de arresten gewezen met toepassing van artikel 30, § 3 van de gecoördineerde wetten niet opgenomen in de opsomming van de arresten waarvan bij gewone brief een ongezegeld afschrift toegezonden wordt.

Artikel 38 en 39

Thans bevat hoofdstuk II "De tussenkomst" van Titel VI "De tussengeschieden" van het besluit van de Regent de artikelen 52 tot 54. De artikelen 53 en 54 zijn opgeheven en artikel 52 is een maatregel tot uitvoering van artikel 21*bis*, § 2, "derde en vierde lid" (lees : zevende en achtste lid), van de gecoördineerde wetten. Het gaat om een procedure die de auditeur-generaal of de tussenkomende partij de mogelijkheid biedt om aan de kamer te vragen dat ze beveelt dat het administratief dossier volgens bepaalde nadere regels wordt ingediend.

Het huidige artikel 52 heeft slechts op zeer indirecte wijze betrekking op de tussenkomst.

In het nieuwe artikel 52 van het besluit van de Regent (artikel 39 van het voorontwerp van besluit) worden de regels vastgesteld waaraan een verzoekschrift tot tussenkomst moet voldoen, aangezien zulke regels thans ontbreken.

Het oude artikel 52 van het besluit van de Regent wordt artikel 53 (artikel 38 van het voorontwerp van besluit).

Artikel 40

Artikel 61 van het besluit van de Regent is thans overgenomen in artikel 29, tweede lid, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 41

Artikel 62 van het besluit van de Regent wordt aangepast aan artikel 29, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, welke bepaling betrekking heeft zowel op de leden van de Raad als op de leden van het Auditoraat.

Artikelen 42 tot 50

Deze artikelen vormen de actualisering van artikelen van het Regentsbesluit.

Artikel 51

Artikel 84 van het besluit van de Regent wordt aangevuld teneinde elke andere partij dan een Belgische administratieve overheid te verplichten een woonplaats in België te kiezen. Alle betekeningen, kennisgevingen en oproepingen worden geldig door de griffie naar de woonplaats gestuurd.

Artikel 52

In artikel 85 van het besluit van de Regent worden twee wijzigingen aangebracht. Ten eerste wordt de verwijzing naar de "tegenpartijen" vervangen door een verwijzing naar de "andere partijen". Wanneer het om een memorie van antwoord gaat, hangt het aantal exemplaren vandie memorie immers af van het aantal andere partijen en niet van het aantal verwerende partijen. Voortaan geldt zulks eveneens voor de laatste memorie van de tussenkomende partij.

Ten tweede dient de bepaling te worden aangepast aan het feit dat krachtens het nieuwe artikel 17, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, het enig verzoekschrift de akte is waarbij twee gedingen worden ingesteld, namelijk het kort geding en het beroep tot nietigverklaring.

Artikel 54

Het huidige artikel 92 van het besluit van de Regent wordt hernomen en aangevuld door het nieuw artikel 84, § 2, van dat besluit (artikel 51 van het voorontwerp van koninklijk besluit)

Artikel 55

Bij artikel 55 van het voorontwerp van besluit wordt Titel IX - "Vorderingen die doelloos, kennelijk gegrond, kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond zijn" - dat de artikelen 93 en 94 omvat, vervangen. Bij het nieuwe opschrift van Titel IX en bij het nieuwe artikel 93 wordt artikel 30, § 2, van de gecoördineerde wetten uitgevoerd, zoals die bepaling gewijzigd is bij artikel 17, 4/, van de wet van 15 september 2006 en worden bijzondere procedureregels bepaald voor de behandeling van de beroepen die doelloos zijn of die slechts korte debatten vereisen. Laatstgenoemd begrip vindt zijn oorsprong in artikel 30, § 2, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, betreffende de procedures in verband met beroepen tegen een beslissing genomen met toepassing van de wetten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, welke bepaling voortkomt uit de wet van 18 april 2000. Voor deze procedure geldt artikel 26 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 houdend ebijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Het nieuwe artikel 93 van het besluit van de Regent is een hoeksteen van de versnelling van de procedures. Daarbij wordt immers een verkorte procedure ingevoerd voor de beroepen tot nietigverklaring waarbij het aldus mogelijk wordt gemaakt de schorsingsprocedure over te slaan, aangezien dadelijk over de zaak zelf uitspraak zal

.../...

worden gedaan. In het bijzonder vervalt het vereiste van de kennelijke gegrondheid of ongegrondheid van het beroep tot nietigverklaring, zodat het verslag dat door de auditeur onmiddellijk wordt opgemaakt, gekoppeld aan een terechtzitting met één rechter tijdens welke zitting die rechter de debatten kan leiden teneinde hem, voor zover enigszins mogelijk, in staat te stellen onverwijld uitspraak te doen, een doorslaggevende rol speelt. In dit verband dient de auditeur-verslaggever een belangrijke keuze te maken waarvan de volledige verdere procedure afhangt : het doel van de nieuwe bepalingen bestaat er immers in te voorkomen dat twee opeenvolgende onderzoeken moeten worden uitgevoerd, het eerste in het kader van de schorsing en het tweede betreffende de zaak zelf, in alle gevallen waarin dat dubbel onderzoek overbodig blijkt.

De nieuwe tekst van artikel 30, § 2, van de gecoördineerde wetten en van artikel 93 van de algemene procedureregeling maken het mogelijk te werken zonder de onderscheiden memories die normaal gezien uitgewisseld worden tijdens de volledige procedure en zonder de onderscheiden verzoeken tot voortzetting van de procedure.

Artikel 94 van de algemene procedureregeling wordt opgeheven.

Hoofdstuk II. - Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State

De wijzigingen die aangebracht worden in het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, staan in de artikelen 58 tot 86 van het voorontwerp van besluit.

Artikel 58

De bedoeling bestaat erin aan de definities vervat in artikel 1 van het voornoemde koninklijk besluit van 5 december 1991 de definitie toe te voegen van het enig verzoekschrift, zulks met toepassing van artikel 17, § 3, eerste en tweede lid, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 6, 3/, van de wet van 15 september 2006.

Er behoort te worden opgemerkt dat de vordering tot schorsing die vervat is in het enig verzoekschrift een gewone vordering tot schorsing kan zijn ofwel een vordering tot schorsing wegens uiterst dringende noodzakelijkheid. Er wordt verwezen naar de bespreking van artikel 9 van het voorontwerp van besluit.

Artikel 60

In het huidige artikel 4, eerste lid, van het besluit van 5 december 1991 wordt verwezen naar de artikelen 26 en 27 van de algemene procedureregeling.

Het huidige artikel 26 van het besluit van de Regent is terug te vinden in artikel 27, § 1, van de gecoördineerde wetten, waarin inzonderheid uitdrukkelijk verwezen wordt naar de procedure in kort geding. Het nieuwe artikel 26 van het besluit van de Regent, zoals het vervangen wordt bij artikel 25 van het voorontwerp van koninklijk besluit, heeft geen verband met het kort geding.

Bijgevolg dient de verwijzing naar artikel 26 van de algemene procedureregeling in artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 te vervallen.

Artikelen 61 en 62

Het gaat hier om aanpassingen van de verwijzingen, gelet op de nieuwe teksten.

Artikel 63

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 wordt aangepast aan de noodzaak om te voorzien in een opschrift zoals vereist is krachtens artikel 17, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 6, 3/, van de wet van 15 september 2006, en verwijst naar de nieuwe artikelen 3 en 3bis van het besluit van de Regent (artikelen 4 en 6 van het voorontwerp van besluit).

Voor alles wat betrekking heeft op het enig verzoekschrift, zie de overgangsbepaling van artikel 216, eerste lid, van de wet van 15 september 2006.

Artikel 64

Het huidige artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 is voortaan te vinden in het nieuwe artikel 6, § 4, van het besluit van de Regent (zie artikel 9 van het voorontwerp van besluit).

Het nieuwe artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 (artikel 64 van het voorontwerp van koninklijk besluit) komt mutatis mutandis voort uit artikel 10 van het koninklijk besluit van 5 december 1991.

Artikel 65

In het nieuwe artikel 10 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 worden de vermeldingen opgesomd die in het verzoekschrift tot tussenkomst moeten voorkomen. Dat is een nieuwigheid die in verband moet worden gebracht met het nieuwe artikel 52 van het besluit van de Regent (artikel 39 van het voorontwerp van koninklijk besluit), waarin de vermeldingen worden opgesomd die in een verzoekschrift tot tussenkomst in de bodemprocedure moeten voorkomen.

Artikel 66

De wijziging die wordt aangebracht in artikel 11, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 bestaat erin de termijn waarover de verwerende partij beschikt om het dossier van de zaak en de nota met opmerkingen in te dienen op 15 dagen te brengen. Die termijn is thans vastgesteld op acht dagen en blijkt vaak te kort. Bij deze gelegenheid wordt gebruik gemaakt om op te leggen dat het "volledige" dossier binnen die termijn moet worden ingediend.

Een gelijkaardige wijziging wordt aangebracht aan de artikelen 29 en 38 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 (zie artikelen 81 en 86 van het voorontwerp van koninklijk besluit).

Artikel 67, 1/

Het is duidelijk dat de auditeur zich in zijn verslag, bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 5 december 1991, niet mag beperken tot een uiteenzetting van de feiten en de middelen, zoals in het huidige artikel 12 wordt bepaald, maar ook de vordering tot schorsing moet onderzoeken. Het gaat om een aanpassing van de verordeningstekst aan de praktijk.

Artikelen 67, 2/, 68, 82 en 87

Door artikel 67, 2/ en artikel 68 worden respectievelijk artikel 12, tweede lid, en artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 opgeheven, die, doordat ze betrekking hebben op kennelijk onontvankelijke of kennelijk ongegronde vorderingen, achterhaald zijn, aangezien die begrippen niet meer voorkomen in het nieuwe artikel 93 van het besluit van de Regent (artikel 55 van het voorontwerp van koninklijk besluit) ten gevolge van artikel 17, 4/, van de wet van 15 september 2006 (artikel 30, § 2, van de gecoördineerde wetten).

Bovendien blijkt het niet aangewezen deze mogelijkheid te behouden in de procedure bedoeld in de artikelen 17 en 18 van de gecoördineerde wetten, temeer die vorderingen thans in beginsel toch door een alleenzetelende staatsraad behandeld worden.

Hetzelfde geldt voor artikel 30, tweede lid, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 (artikel 82, 2/, van het voorontwerp van koninklijk besluit) en voor artikel 39, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit (artikel 87, 2/, van het voorontwerp van koninklijk besluit).

Artikel 69

Het is aangewezen om in een nieuw hoofdstuk II*bis* bepaalde bijzondere procedureregels op te nemen die van toepassing zijn op de procedure tot nietigverklaring die volgt op een kortgedingarrest. In dit verband wordt verwezen naar algemene opmerking F.

Artikel 70

Artikel 69 van het voorontwerp van koninklijk besluit voegt een nieuw artikel 15*quater* in het nieuwe hoofdstuk II*bis* van het koninklijk besluit van 5 december 1991.

Het gaat om de uitvoering van artikel 17, § 4, tweede lid, dat in de gecoördineerde wetten is ingevoegd bij artikel 6, 4/, van de wet van 15 september 2006. Samengevat, moet de auditeur geen nieuw verslag indienen wanneer bij de uitwisseling van de memories van antwoord en van wederantwoord geen enkel nieuw gegeven wordt aangevoerd ten opzichte van het arrest dat in de kortgedingprocedure is uitgesproken en wanneer de conclusies van dat arrest kunnen worden overgebracht naar de bodemprocedure, hetzij omdat het arrest de tenuitvoerlegging van de bestreden akte heeft geschorst, hetzij omdat het de vordering tot schorsing heeft afgewezen, oordelende dat geen enkel middel ernstig is, of dat de vordering niet ontvankelijk is op grond van een motief dat betrekking heeft op de vordering tot schorsing als, op het annulatieberoep.

Er dient te worden opgemerkt dat deze kennisgeving van de auditeur, die in de plaats komt van het verslag, een conclusie bevat die, derhalve, aanleiding kan geven tot toepassing, ofwel van de artikelen 14*quater* of 14*quinquies* van het besluit van de Regent, ofwel in geval van verzoek tot voortzetting van het geding tot toepassing van artikel 26 van het laatstgenoemde besluit.

De overgangsbepaling van artikel 17, § 4, tweede lid, van de wet van 15 september 2006 bevindt zich in artikel 216, tweede lid, van deze wet.

Artikel 71

Het nieuwe artikel 16 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 is aangepast aan de omstandigheid dat de vordering tot schorsing wegens uiterst dringende noodzakelijkheid kan worden ingediend, ofwel bij een afzonderlijke akte - wat tot nu toe altijd het geval is geweest - ofwel bij een enige akte. In dit laatste geval wordt bepaald dat in het opschrift van het verzoekschrift uitdrukkelijk moet worden aangegeven dat de vordering tot schorsing wordt ingesteld onder aanvoering van de uiterst dringende noodzakelijkheid; zonder deze vermelding is deze vordering slechts een gewone vordering tot schorsing. Zie in dit verband de bespreking van artikel 9 van het voorontwerp en artikel 17, § 3, eerste en tweede lid, van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 6, 3/, van de wet van 15 september 2006.

Het nieuwe artikel 16 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 verduidelijkt bovendien de inhoud van de vordering tot schorsing wegens uiterst dringende noodzakelijkheid door een onderscheid te maken naargelang ze wordt ingesteld bij een afzonderlijke akte dan wel in een enig verzoekschrift.

Artikel 72

Artikel 18 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 bevindt zich in artikel 17, § 1, derde lid, en § 4, eerste lid, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 74

Het nieuwe artikel 20, derde lid, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 strekt ertoe de verwarring te voorkomen die de huidige tekst zou kunnen doen ontstaan : de bekendmaking van het arrest moet geschieden door de verwerende partij en niet door de hoofdgriffier van de Raad van State.

Artikelen 75 en 76

Het gaat om aanpassingen aan de gewijzigde teksten van de gecoördineerde wetten en aan de teksten van het besluit van de Regent die gewijzigd worden door het onderhavige voorontwerp van koninklijk besluit.

Zo is artikel 17, § 6, tweede lid, 2^e zin, van de gecoördineerde wetten waarnaar artikel 21, § 2, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 verwijst, opgeheven bij artikel 6, 5/, van de wet van 15 september 2006.

Artikel 77

Artikel 24 van de gecoördineerde wetten maakt artikel 23 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 doelloos doordat tot een aanvullend onderzoek slechts kan worden besloten bij arrest en niet bij beschikking.

Artikelen 79 en 80

Aangezien de vordering tot schorsing voortaan deel uitmaakt van een enig verzoekschrift, is het logisch dat deze vordering in voorkomend geval ook een vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen kan bevatten. Een dergelijke vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen kan eveneens worden ingesteld bij een afzonderlijke akte zolang bij de Raad van State een vordering tot schorsing aanhangig is (artikel 18 van de gecoördineerde wetten).

De artikelen 79 en 80 van het voorontwerp van koninklijk besluit behandelen deze twee hypothesen

Artikel 82

Zie in dit verband de bespreking van artikel 67, 2/, van het voorontwerp van koninklijk besluit.

Artikel 84

Artikel 34 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 is overgenomen in artikel 18, derde lid, van de gecoördineerde wetten, behalve wat de termijn van vijfenveertig dagen betreft.

Artikel 87

Zie in dit verband de bespreking van artikel 67, 2/, van het voorontwerp van koninklijk besluit.

Artikel 89

Dit artikel moet in onderlinge samenhang worden gelezen met artikel 52, 2/, van het voorontwerp van koninklijk besluit (nieuw artikel 85, tweede lid, van het besluit van de Regent).

Hoofdstuk III. - Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Administratie van de Raad van State

De artikelen 90 tot 96 van het voorontwerp van koninklijk besluit vormen aanpassingen aan de wijzigingen die aangebracht zijn in de benaming van de afdeling of aan de verwijzingen naar de gecoördineerde wetten of naar het besluit van de Regent.

Hoofdstuk IV. - Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State

Artikel 97 van het voorontwerp van koninklijk besluit voert in het voornoemde koninklijk besluit van 30 november 2006 de nieuwe benaming in van de afdeling "bestuursrechtspraak".

Hoofdstuk V. - Inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen

Artikel 98

Dit artikel is besproken bij de algemene opmerkingen.

Hoofdstuk VI. - Slotbepalingen

Artikel 99

Dit artikel voert artikel 227, eerste lid van de wet van 15 september 2006 uit en is besproken bij algemene opmerking A.

Artikel 100

Dit artikel stelt de inwerkingtreding van het voorontwerp van koninklijk besluit vast. Algemene opmerking E handelt over deze inwerkingtreding.

Artikelen 101 tot 103

Deze drie artikelen bevatten overgangsbepalingen. Zij moeten worden bekeken in het perspectief van de artikelen 216 en 219 van de wet van 15 september 2006 waarmee ze overeenstemmen.

**PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL
MODIFIANT DIVERS ARRÊTÉS
RELATIFS À LA PROCÉDURE DEVANT
LA SECTION DU CONTENTIEUX
ADMINISTRATIF DU CONSEIL D'ÉTAT**

Albert II, Roi des Belges,

À tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 17, modifié par les lois des 19 juillet 1991, 4 août 1996 et 15 septembre 2006, l'article 18, modifié par les lois des 19 juillet 1991, 22 décembre 1992 et 4 août 1996, l'article 21, modifié par les lois des 17 octobre 1990, 25 mai 1999 et 15 septembre 2006 et l'article 30, modifié par les lois des 17 octobre 1990, 4 août 1996, 18 avril 2000, 2 août 2002, 17 février 2005 et 15 septembre 2006;

Vu la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, notamment les articles 227, alinéa 1^{er} et 243, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 5 septembre 1952, article 2, remplacé par l'arrêté royal du 10 septembre 1958, l'article 3, l'article 3bis, inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, l'article 4, l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, l'article 7, modifié par l'arrêté

**ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT
TOT WIJZIGING VAN DIVERSE
BESLUITEN BETREFFENDE DE
PROCEDURE VOOR DE AFDELING
BESTUURSRECHTSPRAAK VAN DE RAAD
VAN STATE**

Albert II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 17, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 4 augustus 1996 en 15 september 2006, artikel 18, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 22 december 1992 en 4 augustus 1996, artikel 21, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990, 25 mei 1999 en 15 september 2006 en artikel 30, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990, 4 augustus 1996, 18 april 2000, 2 augustus 2002, 17 februari 2005 en 15 september 2006;

Gelet op de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, inzonderheid op de artikelen 227, eerste lid, en 243, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 september 1952, artikel 2, vervangen bij koninklijk besluit van 10 september 1958, artikel 3, artikel 3bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 7 januari 1991, artikel 4, artikel 6, gewijzigd bij koninklijk besluit van

royal du 7 janvier 1991, l'article 8, l'article 11, l'article 12, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 13, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 14, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 et modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, l'article 14^{ter}, inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, l'article 14^{quater} inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991 et remplacé par l'arrêté royal du 26 juin 2000, l'article 16, l'article 17, l'article 18, l'article 19, l'article 20, l'article 22, l'article 25, l'article 26, l'article 27, l'article 28, l'article 29, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 31, l'article 33, l'article 34, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 35, l'article 36, modifié par l'arrêté royal du 17 février 1997, l'article 39, l'article 40, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 41, l'article 44, l'article 45, l'article 47, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 50, l'article 50^{bis}, inséré par l'arrêté royal du 17 novembre 1955 et modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 51, l'article 52, abrogé par la loi du 17 octobre 1990 et rétablie par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, l'article 61, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1968, l'article 62, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1968, l'article 66, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 68, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 et modifié par l'arrêté royal du 17 février 1997, l'article 69, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 70, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 1952, 17 novembre 1955, 31 décembre 1968, 24 mars 1983, 17 février 1997 et 20 juillet 2000, l'article 72, modifié par les arrêtés royaux du 31 décembre 1968, et du 7 octobre 1987, l'article 78, remplacé par l'arrêté royal du 31 décembre 1968 et modifié par l'arrêté royal du 7 février 1997, l'article 81, l'article 83, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, l'article 83^{bis}, inséré par l'arrêté royal du 15 juillet

7 januari 1991, artikel 7, gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 januari 1991, artikel 8, artikel 11, artikel 12, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 13, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 14, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 januari 1991, artikel 14^{ter}, ingevoegd bij koninklijk besluit van 7 januari 1991, artikel 14^{quater}, ingevoegd bij koninklijk besluit van 7 januari 1991 en vervangen bij koninklijk besluit van 26 juni 2000, artikel 16, artikel 17, artikel 18, artikel 19, artikel 20, artikel 22, artikel 25, artikel 26, artikel 27, artikel 28, artikel 29, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 31, artikel 33, artikel 34, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 35, artikel 36, gewijzigd bij koninklijk besluit van 17 februari 1997, artikel 39, artikel 40, gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 41, artikel 44, artikel 45, artikel 47, gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 50, artikel 50^{bis}, ingevoegd bij koninklijk besluit van 17 november 1955 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 51, artikel 52, opgeheven bij wet van 17 oktober 1990 en hersteld bij koninklijk besluit van 7 januari 1991, artikel 61, gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 december 1968, artikel 62, gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 december 1968, artikel 66, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 68, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 17 februari 1997, artikel 69, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 70, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 1952, 17 november 1955, 31 december 1968, 24 maart 1983, 17 februari 1997 en 20 juli 2000, artikel 72, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 december 1968 en 7 oktober 1987, artikel 78, vervangen bij koninklijk besluit van

1956, l'article 84, modifié par l'arrêté royal du 28 juillet 1987, l'article 85, l'article 87, l'article 92, l'article 93, remplacé par l'arrêté royal du 7 janvier 1991 et modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 2001, l'article 94, remplacé par l'arrêté royal du 7 janvier 1991 et modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 2001 et l'article 95, modifié par les arrêtés royaux des 7 janvier 1991, 30 septembre 1992, 28 octobre 1994 et 15 mai 2003;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section d'administration en matière d'astreinte du Conseil d'État notamment les articles 1, 2, 3, 4, 5, 11, 12 et 19;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État, notamment les articles 1, 2, 4, 5, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1996, 7, 8, 9, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1996, 10, 11, 12, 14, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 33, 34, 35, 38, 39, 41 et 42;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant le procédure en cassation devant le Conseil d'État notamment les articles 1, 10 et 20;

31 december 1968 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 17 februari 1997, artikel 81, artikel 83, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 83bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 15 juli 1956, artikel 84, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 juli 1987, artikel 85, artikel 87, artikel 92, artikel 93, vervangen bij koninklijk besluit van 7 januari 1991 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 november 2001, artikel 94, vervangen bij koninklijk besluit van 7 januari 1991 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 november 2001 en artikel 95, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 januari 1991, 30 september 1992, 28 oktober 1994 en 15 mei 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State inzake de dwangsom, inzonderheid op de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 11, 12 en 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, inzonderheid op de artikelen 1, 2, 4, 5, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 1996, 7, 8, 9, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 1996, 10, 11, 12, 14, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 33, 34, 35, 38, 39, 41 en 42;.

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State, inzonderheid op de artikelen 1, 10 en 20;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le ...;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'État, donné le ...;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Finances et de l'avis des Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Chapitre I^{er}. - Modifications de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État

Article 1^{er}

Dans l'intitulé de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, les mots "section d'administration" sont remplacés par les mots "section du contentieux administratif".

Article 2

L'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 septembre 1952, est remplacé par la disposition suivante :

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op ...;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van ...;

Gelet op het advies ... van de Raad van State, gegeven op...;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Hoofdstuk I. - Wijzigingen aan het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State

Artikel 1

In het opschrift van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State worden de woorden "afdeling administratie" vervangen door de woorden "afdeling bestuursrechtspraak".

Artikel 2

Artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 september 1952, wordt vervangen als volgt :

"Art. 1^{er}. La section du contentieux administratif du Conseil d'État est saisie par une requête signée par la partie ou par un avocat satisfaisant aux conditions que fixe l'article 19, alinéa 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, ci-après dénommées «lois coordonnées»."

Article 3

L'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 septembre 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2, § 1^{er}. La requête est datée et contient :

- 1/ l'intitulé «requête en annulation» dans les cas prévus à l'article 14, §§ 1^{er} et 3, des lois coordonnées, si celle-ci ne contient pas en outre une demande de suspension;
- 2/ les nom, qualité et domicile ou siège de la partie requérante ainsi que le domicile élu visé à l'article 84, § 2, alinéa 1^{er};
- 3/ l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;
- 4/ les nom et adresse de la partie adverse.

"Art. 1. De zaak wordt bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift ondertekend door de partij of door een advocaat die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 19, derde lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, hierna «gecoördineerde wetten» genoemd."

Artikel 3

Artikel 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 september 1958, wordt vervangen als volgt :

"Art. 2, § 1. Het verzoekschrift wordt gedagtekend en bevat :

- 1/ het opschrift «verzoekschrift tot nietigverklaring» in de gevallen bedoeld in artikel 14, §§ 1 en 3, van de gecoördineerde wetten, als het niet eveneens een vordering tot schorsing bevat;
- 2/ de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de verzoekende partij en overeenkomstig artikel 84, § 2, eerste lid, de gekozen woonplaats;
- 3/ het voorwerp van de eis, aanvraag of beroep en een uiteenzetting van de feiten en de middelen;
- 4/ de naam en het adres van de verwerende partij.

§ 2. La requête contient en plus :

A. Dans le cas prévu à l'article 54 des lois coordonnées, une des indications ci-après, par ordre de priorité :

- 1/ la région unilingue dans laquelle le fonctionnaire exerce ses fonctions;
- 2/ le rôle linguistique auquel il appartient;
- 3/ la langue dans laquelle il a présenté son épreuve d'admission;
- 4/ la langue du diplôme ou du certificat qu'il a dû produire en vue de sa nomination.

B. Dans le cas prévu à l'article 55 des lois coordonnées, l'indication du statut linguistique du magistrat requérant.

C. Dans le cas prévu à l'article 56 des lois coordonnées, l'indication de la langue dont l'officier requérant possède la connaissance approfondie.

D. Dans le cas prévu à l'article 57 des lois coordonnées, la langue du diplôme ou du certificat que le requérant a produit en vue de son admission en qualité de candidat officier auxiliaire ou de candidat sous-officier auxiliaire de la force aérienne.

E. Dans le cas prévu à l'article 58 des lois coordonnées, la langue dans laquelle le requérant a suivi le cycle de formation préalable à sa nomination au grade de sous-lieutenant de réserve dans les forces armées;

§ 2. Het verzoekschrift bevat bovendien :

A. In het geval bedoeld in artikel 54 van de gecoördineerde wetten, één van de volgende vermeldingen, in de opgegeven volgorde :

- 1/ het eentalig gebied waarin de ambtenaar zijn ambt uitoefent;
- 2/ de taalrol waartoe hij behoort;
- 3/ de taal waarin hij zijn toelatingsexamen heeft afgelegd;
- 4/ de taal van het diploma of getuigschrift dat hij voor zijn benoeming heeft moeten overleggen;

B. In het geval bedoeld in artikel 55 van de gecoördineerde wetten, de vermelding van het taalstatuut van de verzoekende magistraat;

C. In het geval bedoeld in artikel 56 van de gecoördineerde wetten, de vermelding van de taal waarvan de verzoekende officier een grondige kennis bezit;

D. In het geval bedoeld in artikel 57 van de gecoördineerde wetten, de taal van het diploma of getuigschrift dat de verzoeker heeft overgelegd met het oog op zijn aanvaarding als aspirant-hulpofficier of aspirant-hulponderofficier van de luchtmacht;

E. In het geval bedoeld in artikel 58 van de gecoördineerde wetten, de taal waarin de verzoeker de opleidingscyclus heeft gevolgd die voorafging aan zijn benoeming tot de graad van reserve-onderluitenant bij de strijdkrachten;

.../...

F. Dans le cas prévu à l'article 59 des lois coordonnées, la langue dont le sous-officier requérant possède la connaissance effective."

Article 4

L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 3. La partie requérante joint à sa requête :

- 1/ dans le cas prévu à l'article 11 des lois coordonnées, la décision éventuelle de rejet de l'autorité compétente;
- 2/ dans le cas visé à l'article 14, § 3, des lois coordonnées, une copie de la mise en demeure;
- 3/ dans les autres cas, une copie des actes, dispositions réglementaires ou décisions critiquées;
- 4/ dans les cas où la partie requérante est une personne morale, une copie des statuts en vigueur et de l'acte de désignation de ses organes ainsi que la preuve que l'organe habilité a décidé d'agir en justice."

F. In het geval bedoeld in artikel 59 van de gecoördineerde wetten, de taal waarvan de verzoekende onderofficier de werkelijke kennis bezit."

Artikel 4

Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. De verzoekende partij voegt bij het verzoekschrift :

- 1/ in het geval bedoeld in artikel 11 van de gecoördineerde wetten, de beslissing waarbij de bevoegde overheid eventueel de eis heeft verworpen;
- 2/ in het geval bedoeld in artikel 14, § 3, van de gecoördineerde wetten, een afschrift van de aanmaning;
- 3/ in de overige gevallen, een afschrift van de bestreden akten, reglementaire bepalingen of beslissingen;
- 4/ indien zij een rechtspersoon is, een afschrift van haar geldende statuten en van de akte van aanstelling van haar organen, alsmede het bewijs dat het daartoe bevoegde orgaan beslist heeft in rechte te treden."

Article 5

L'article 3*bis*, inséré dans le même arrêté par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, devient l'article 3*ter*.

Article 6

Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 3*bis*. La requête n'est pas enrôlée lorsque :

- 1/ émanant d'une personne morale, elle n'est pas accompagnée des documents énumérés à l'article 3, 4/;
- 2/ elle n'est pas signée ou n'est pas accompagnée du nombre requis de copies certifiées conformes;
- 3/ elle ne comporte pas d'élection de domicile lorsque celle-ci est requise;
- 4/ le paiement des droits n'est pas établi et que la requête n'est pas accompagnée d'une demande d'assistance judiciaire;
- 5/ elle n'est pas accompagnée d'une copie des actes, dispositions réglementaires ou décisions critiquées, sauf si la partie requérante déclare ne pas être en possession d'une telle copie;

Artikel 5

Artikel 3*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991, wordt artikel 3*ter*.

Artikel 6

In hetzelfde besluit wordt een artikel 3*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 3*bis*. Het verzoekschrift wordt niet op de rol ingeschreven indien :

- 1/ uitgaande van een rechtspersoon, het niet vergezeld gaat van de stukken opgesomd in artikel 3, 4/;
- 2/ het niet is ondertekend of niet vergezeld gaat van het vereiste aantal eensluidend verklaarde afschriften;
- 3/ het geen woonplaatskeuze bevat, wanneer deze vereist is;
- 4/ de kwijting van de rechten niet is aangetoond en het niet vergezeld gaat van een verzoek om rechtsbijstand;
- 5/ het niet vergezeld gaat van een afschrift van de bestreden akten, reglementaire bepalingen of beslissingen, tenzij de verzoekende partij verklaart dat ze niet in het bezit is van een zodanig afschrift;

6/ à la requête, n'est pas joint un inventaire des pièces, lesquelles doivent toutes être numérotées conformément à cet inventaire.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, le greffier en chef adresse un courrier à la partie requérante précisant la cause du non-enrôlement et l'invitant à régulariser sa requête dans les quinze jours.

La partie requérante qui régularise sa requête dans les quinze jours de la réception de l'invitation visée à l'alinéa 2 est censée l'avoir introduite à la date de son premier envoi.

Une requête non régularisée ou régularisée de manière incomplète ou tardive est réputée non introduite."

Article 7

Un article 3^{quater} rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Lorsque le Conseil d'État est saisi d'un recours en annulation d'un règlement, le greffier en chef fait publier au Moniteur belge en français, néerlandais, et allemand, un avis indiquant l'identité de la partie requérante ainsi que le règlement dont l'annulation est demandée."

6/ er geen inventaris is bijgevoegd van de stukken, die alle overeenkomstig die inventaris genummerd moeten zijn.

In geval van toepassing van het eerste lid, richt de hoofdgriffier aan de verzoekende partij een brief waarin meegedeeld wordt waarom het verzoekschrift niet is ingeschreven op de rol en waarbij die partij verzocht wordt binnen vijftien dagen haar verzoekschrift te regulariseren.

De verzoekende partij die haar verzoekschrift regulariseert binnen vijftien dagen na de ontvangst van het verzoek bedoeld in het tweede lid, wordt geacht het te hebben ingediend op de datum van de eerste verzending ervan.

Een verzoekschrift dat niet, onvolledig of laattijdig is geregulariseerd, wordt geacht niet te zijn ingediend."

Artikel 7

In hetzelfde besluit wordt een artikel 3^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

"Wanneer bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring van een reglementaire akte aanhangig wordt gemaakt, laat de hoofdgriffier in het Belgisch Staatsblad in het Nederlands, het Frans en het Duits een bericht bekendmaken dat de identiteit van de verzoekende partij aangeeft, alsmede de akte waarvan de nietigverklaring gevorderd wordt."

Article 8

À l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"Les demandes visées à l'article 11 des lois coordonnées sont prescrites soixante jours après la notification du rejet de la requête en indemnité. Si l'autorité administrative néglige de statuer, le délai de prescription est de trois ans à dater de cette requête."

- 2/ à l'alinéa 3, les mots "à l'article 9 de la loi" sont remplacés par les mots "à l'article 14, §§ 1^{er} et 3 des lois coordonnées."

Article 9

L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 6, § 1^{er}. Dès que possible, le greffier en chef envoie une copie de la requête à la partie adverse.

§ 2. Si le dossier administratif est en la possession de la partie adverse, celle-ci a soixante jours pour transmettre au greffe un mémoire en réponse ainsi que le dossier administratif complet.

Artikel 8

In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De eisen bedoeld in artikel 11 van de gecoördineerde wetten verjaren zestig dagen na de schriftelijke kennisgeving van de beslissing houdende afwijzing van het verzoekschrift tot vergoeding. Indien de administratieve overheid verzuimt een beslissing te nemen, bedraagt de termijn van verjaring drie jaar te rekenen van de datum van dat verzoekschrift."

- 2/ in het derde lid worden de woorden "bij artikel 9 van de wet" vervangen door de woorden "in artikel 14, §§ 1 en 3, van de gecoördineerde wetten."

Artikel 9

Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991, wordt vervangen als volgt :

"Art. 6, § 1. Zodra het mogelijk is, stuurt de hoofdgriffier een kopie van het verzoekschrift aan de verwerende partij.

§ 2. Indien het administratief dossier in het bezit is van de verwerende partij, beschikt deze over een termijn van zestig dagen om aan de griffie een memorie van antwoord en het volledige administratief dossier toe te zenden.

§ 3. Si le dossier administratif ne se trouve pas en la possession de la partie adverse, celle-ci en fait immédiatement la déclaration écrite au greffe en indiquant où à sa connaissance il se trouve. À la requête de l'auditeur rapporteur, le greffier en chef en réclame la communication à l'autorité qui le détient. Celle-ci transmet sans délai au greffe le dossier réclamé.

Dans ce cas, le délai de soixante jours pour la transmission du mémoire en réponse commence à courir à dater du jour où la partie adverse a été avisée du dépôt du dossier au greffe.

§ 4. En cas de requête comportant un recours en annulation et une demande de suspension, le délai de soixante jours pour transmettre le mémoire en réponse et, le cas échéant, le dossier administratif ou un complément au dossier administratif, ne commence à courir qu'à partir de la notification de l'arrêt statuant sur la demande de suspension.

Au cas où l'arrêt rejette la demande de suspension, le délai de soixante jours visé à l'alinéa précédent ne commence à courir qu'à compter de la notification par le greffe de la demande de poursuite de la procédure introduite par la partie requérante."

Article 10

À l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "après avis de l'auditeur général" sont supprimés.

§ 3. Indien het administratief dossier niet in het bezit is van de verwerende partij, geeft deze de griffie daarvan onverwijld en schriftelijk kennis en geeft ze aan waar het zich bij haar weten bevindt. De hoofdgriffier vordert op verzoek van de auditeur-verslaggever de mededeling ervan aan de overheid die het onder zich heeft. Zonder verwijl zendt deze het gevorderde dossier naar de griffie.

In dit geval gaat de termijn van zestig dagen voor het toezenden van de memorie van antwoord in met de dag waarop de verwerende partij ervan in kennis is gesteld dat het dossier ter griffie is neergelegd.

§ 4. Indien het verzoekschrift een beroep tot nietigverklaring en een vordering tot schorsing bevat, gaat de termijn van zestig dagen voor het toezenden van de memorie van antwoord en, in voorkomend geval, het administratief dossier of een aanvulling ervan, pas in met de kennisgeving van het arrest waarin uitspraak wordt gedaan over de vordering tot schorsing.

In geval het arrest het verzoek tot schorsing afwijst gaat de in het voorgaande lid bedoelde termijn van zestig dagen pas in met de kennisgeving door de griffie van het door de verzoekende partij ingediende verzoek tot voortzetting van de rechtspleging."

Artikel 10

In artikel 11, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden ", na advies van de auditeur-generaal", geschrapt.

Article 11

L'intitulé de la section II du chapitre II du Titre I^{er} est remplacé par le texte suivant :

"De l'instruction par la section du contentieux administratif."

Article 12

L'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 12. Après l'accomplissement des mesures préalables, le membre de l'auditorat désigné en application de l'article 5 rédige un rapport sur l'affaire.

En vue de rédiger son rapport, l'auditeur correspond directement avec toutes les autorités et administrations et il peut leur demander, ainsi qu'aux parties, tous renseignements et documents utiles.

Il peut imposer aux parties un délai pour fournir les renseignements et documents demandés. À défaut de communication de ceux-ci dans ce délai, il rédige son rapport en l'état.

Le rapport, daté et signé, est transmis au greffe."

Artikel 11

Het opschrift van Titel I, hoofdstuk II, sectie II, wordt vervangen als volgt :

"Het onderzoek door de afdeling bestuursrechtspraak."

Artikel 12

Artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, wordt vervangen als volgt :

"Art. 12. Nadat de voorafgaande maatregelen zijn uitgevoerd, maakt het met toepassing van artikel 5 aangewezen lid van het auditoraat verslag op over de zaak.

Met het oog op het opmaken van dat verslag voert de auditeur rechtstreeks briefwisseling met alle overheden en besturen en kan hij zowel aan hen als aan de partijen alle dienstige inlichtingen en documenten vragen.

Hij kan de partijen een termijn opleggen voor het verstrekken van de gevraagde inlichtingen en documenten. Indien deze niet binnen de gestelde termijn zijn meegedeeld, stelt hij, hiermee rekening houdende, zijn verslag op.

Het gedagtekende en ondertekende verslag wordt aan de griffie toegezonden."

Article 13

À l'article 13 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, les mots "transmis à la chambre" sont remplacés par les mots "transmis au greffe".

Article 14

À l'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 et modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, les deux premiers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 14. Le greffe notifie aux parties les rapports prévus par les articles 12 et 13 et il en communique un exemplaire à la chambre saisie de l'affaire.

Chacune des parties a trente jours pour déposer un dernier mémoire avec, le cas échéant, la demande de poursuite de la procédure."

Article 15

À l'article 14^{quater} du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991 et remplacé par l'arrêté royal du 26 juin 2000, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ le paragraphe 1^{er} devient les alinéas premier à quatre de cet article;
- 2/ le paragraphe 2 est abrogé.

Artikel 13

In artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de woorden "aan de kamer" vervangen door de woorden "aan de griffie".

Artikel 14

In artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991, worden de eerste twee leden vervangen als volgt :

"Art. 14. De griffie brengt de verslagen bedoeld in de artikelen 12 en 13 ter kennis van de partijen en deelt een exemplaar ervan mee aan de kamer belast met de zaak.

Elk van de partijen beschikt over dertig dagen om een laatste memorie in te dienen met, in voorkomend geval, het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging."

Artikel 15

In artikel 14^{quater}, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991 en vervangen bij het koninklijk besluit van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ paragraaf 1 wordt het eerste tot vierde lid van dit artikel;
- 2/ paragraaf 2 wordt opgeheven.

Article 16

Un article 14*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 14*quinquies*. La demande de poursuite de la procédure visée à l'article 30, § 3, des lois coordonnées, est introduite par une lettre recommandée à la poste.

Lorsqu'aucune demande n'est introduite dans le délai prévu par l'article 30, § 3, des lois coordonnées, le greffier en chef, à la demande du membre de l'auditorat désigné, notifie à la partie adverse et à la partie intervenante que la chambre va statuer sur l'annulation de l'acte attaqué, à moins que dans un délai de quinze jours, l'une d'elles ne demande à être entendue.

Si aucune partie ne demande à être entendue, la chambre peut annuler l'acte attaqué.

Si une partie demande à être entendue, le président ou le conseiller désigné convoque les parties à comparaître à bref délai. Entendu les parties et le membre de l'auditorat désigné en son avis, la chambre statue sans délai sur le recours en annulation."

Article 17

Un article 14*sexies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 14*sexies*. Lors de la notification du rapport aux parties, le greffier en chef fait mention :

Artikel 16

In hetzelfde besluit wordt een artikel 14*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 14*quinquies*. Het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging bedoeld in artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief.

Indien geen enkel verzoek is ingediend binnen de termijn gesteld in artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten, deelt de hoofdgriffier op verzoek van het aangewezen lid van het auditoraat aan de verwerende partij en aan de tussenkomende partij mee dat de kamer uitspraak zal doen over de nietigverklaring van de bestreden akte, tenzij één van hen binnen een termijn van vijftien dagen vraagt om te worden gehoord.

Indien geen enkele partij vraagt om te worden gehoord, kan de kamer de bestreden akte nietig verklaren.

Indien een partij vraagt om te worden gehoord, roept de voorzitter of de aangewezen staatsraad de partijen op om op korte termijn te verschijnen. De kamer doet onverwijld uitspraak over het beroep tot nietigverklaring, de partijen en het aangewezen lid van het auditoraat in zijn advies gehoord."

Artikel 17

In hetzelfde besluit wordt een artikel 14*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 14*sexies*. Bij de kennisgeving van het verslag aan de partijen maakt de hoofdgriffier melding van :

- de l'article 14;
- de l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées ainsi que de l'article 14*quater*;
- de l'article 30, § 3, des lois coordonnées ainsi que de l'article 14*quinquies*."

Article 18

À l'article 16 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "le conseiller et le membre de l'auditorat désignés peuvent" sont remplacés par les mots "le conseiller, l'auditeur-général ou le membre de l'auditorat désigné peut";
- 2/ à l'alinéa 3, les mots "aux parties, à leurs avocats et au Commissaire du gouvernement" sont remplacés par les mots "aux parties et à leurs avocats".

Article 19

L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 17. Le conseiller, l'auditeur général ou le membre de l'auditorat désigné peut entendre les parties et toutes autres personnes.

Les parties et leurs avocats sont convoqués.

Le procès-verbal de l'audition est signé par le conseiller ou l'auditeur général ou le membre de l'auditorat désigné ainsi que par le greffier et la personne entendue."

- artikel 14;
- artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten, alsmede van artikel 14*quater*;
- artikel 30, § 3, van de gecoördineerde wetten, alsmede van artikel 14*quinquies*."

Artikel 18

In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ in het eerste lid worden de woorden "De aangewezen raadsheer en het aangewezen lid van het auditoraat kunnen" vervangen door de woorden "De staatsraad, de auditeur-generaal of het aangewezen lid van het auditoraat kan";
- 2/ in het derde lid worden de woorden "van de partijen, hun advocaten en de commissaris der regering" vervangen door de woorden "van de partijen en van hun advocaten".

Artikel 19

Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 17. De staatsraad, de auditeur-generaal of het aangewezen lid van het auditoraat kunnen de partijen en alle andere personen horen.

De partijen en hun advocaten worden opgeroepen.

Het proces-verbaal van verhoor wordt ondertekend door de staatsraad, de auditeur-generaal of het aangewezen lid van het auditoraat, alsmede door de griffier en de gehoorde persoon."

Article 20

L'article 18 du même arrêté est abrogé.

Article 21

À l'article 19, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "le conseiller d'État et le membre de l'auditorat désignés peuvent" sont remplacés par le mots "le conseiller, l'auditeur général ou le membre de l'auditorat désigné peut";
- 2/ à l'alinéa 2, les mots "si le Commissaire du gouvernement l'a été" sont supprimés.

Article 22

À l'article 20 du même arrêté sont apportées les modification suivantes :

- 1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "le conseiller d'État et le membre de l'auditorat désignés peuvent" sont remplacés par le mots "le conseiller, l'auditeur général ou le membre de l'auditorat désigné peut";
- 2/ à l'alinéa 3, les mots "et éventuellement le Commissaire du gouvernement" sont supprimés.

Artikel 20

Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 21

In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ in het eerste lid worden de woorden "De aangewezen raadsheer en het aangewezen lid van het auditoraat kunnen" vervangen door de woorden "De staatsraad, de auditeur-generaal of het aangewezen lid van het auditoraat kan";
- 2/ in het tweede lid worden de woorden "zo de commissaris der regering opgeroepen werd" geschrapt.

Artikel 22

In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ in het eerste lid worden de woorden "De aangewezen raadsheer en het aangewezen lid van het auditoraat kunnen" vervangen door de woorden "De staatsraad, de auditeur-generaal of het aangewezen lid van het auditoraat kan";
- 2/ in het derde lid worden de woorden "en gebeurlijk de commissaris der regering" geschrapt.

Article 23

L'article 22, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"La signature des experts est précédée du serment :

«Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience avec exactitude et probité.»

ou

«Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb.»

ou

«Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich erfüllt habe.»"

Article 24

À l'article 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "ainsi que le Commissaire du gouvernement" sont supprimés;

2/ l'alinéa 2 est abrogé.

Article 25

L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 26. Dans les quinze jours de l'expiration du délai prescrit pour les derniers mémoires, les parties peuvent décider d'introduire une déclaration

Artikel 23

Artikel 22, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"De handtekening van de deskundigen wordt voorafgegaan door de eed :

«Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb.»

of

«Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience avec exactitude et probité.»

of

«Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich erfüllt habe.»"

Artikel 24

In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ in het eerste lid worden de woorden ", evenals de commissaris der regering", geschrapt;

2/ het tweede lid wordt opgeheven.

Artikel 25

Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 26. Binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn voor het indienen van de laatste memories kunnen de partijen, wanneer geen enkele

commune selon laquelle la cause ne sera pas appelée à l'audience relative au recours en annulation dans les cas où, à la fois, le rapport conclut soit au rejet soit à l'annulation, sans réserve ni demande de renseignements ou d'explications et qu'aucun dernier mémoire n'est déposé.

La chambre peut demander des explications orales sur les points qu'elle indique. À cette fin, par une ordonnance que le greffier en chef notifie aux parties et à l'auditeur, elle fixe une date à laquelle les parties et l'auditeur seront entendus."

Article 26

L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 28. Les parties et leurs avocats sont avisés de la date de l'audience quinze jours d'avance."

Article 27

L'article 29 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, est modifié comme suit :

- 1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "résume les faits de la cause ainsi que les moyens des parties" sont remplacés par les mots "expose l'état de l'affaire";
- 2/ à l'alinéa 2, les mots "le Commissaire du gouvernement" sont supprimés;

laatste memorie werd ingediend, in een gezamenlijke verklaring, beslissen dat de zaak niet op een terechtzitting dient te worden behandeld, indien in het beroep tot nietigverklaring het verslag zonder voorbehoud tot verwerping of tot nietigverklaring besluit en indien in dat verslag evenmin verzocht wordt om nadere inlichtingen of uitleg.

De kamer kan om mondelinge uitleg verzoeken omtrent de punten die ze aangeeft. Te dien einde stelt ze bij een beschikking, die de hoofdgriffier ter kennis brengt van de partijen en van de auditeur, de datum vast waarop de partijen en de auditeur zullen worden gehoord."

Artikel 26

Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 28. De partijen en hun advocaten worden vijftien dagen vooraf in kennis gesteld van de datum van de terechtzitting."

Artikel 27

Artikel 29 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 15 juli 1956, wordt gewijzigd als volgt :

- 1/ in het eerste lid worden de woorden "vat de feitelijke toedracht der zaak en de middelen der partijen samen" vervangen door de woorden "zet de stand van de zaak uiteen";
- 2/ in het tweede lid worden de woorden "De regeringscommissaris," geschrapt;

3/ à l'alinéa 4, le mot "rapporteur" est supprimé.

Article 28

Dans l'intitulé du Titre III., les mots "avis et " sont supprimés.

Article 29

L'article 33 du même arrêté est abrogé.

Article 30

À l'article 34 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1/ les mots "L'avis ou l'arrêt" sont remplacés par les mots "L'arrêt";

2/ le 1/ est remplacé par la disposition suivante :

"1/ les noms, domicile ou siège des parties, leur domicile élu et, le cas échéant, les nom et qualité de la personne qui les représente;";

3/ au 3/, les mots "et du Commissaire du Gouvernement" sont supprimés;

4/ le 4/ est remplacé par la disposition suivante :

"4/ de l'indication que l'avis du membre de l'auditorat est ou non conforme à l'arrêt;".

3/ in het vierde lid wordt het woord "verslaggever" geschrapt.

Artikel 28

In het opschrift van Titel III worden de woorden "adviezen en" geschrapt.

Artikel 29

Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 30

In artikel 34 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ de woorden "Het advies of het arrest" worden vervangen door de woorden "Het arrest";

2/ 1/ wordt vervangen als volgt :

"1/ de namen, de woonplaats of de zetel van de partijen, de door hen gekozen woonplaats en, in voorkomend geval, de naam en de hoedanigheid van de persoon die deze vertegenwoordigt;";

3/ in 3/ worden de woorden "en van de regeringscommissaris" geschrapt;

4/ 4/ wordt vervangen als volgt :

"4/ het feit dat het advies van het lid van het auditoraat al dan niet overeenstemt met het arrest;".

Article 31

À l'article 35 du même arrêté, les mots "avis et" sont supprimés.

Article 32

L'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 février 1997, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 36. Les arrêts sont notifiés aux parties par les soins du greffier.

Toutefois, les arrêts qui décrètent le désistement exprès ou présumé ou qui constatent l'absence de l'intérêt requis, par application des articles 17, § 4^{ter}, et 21, alinéas 2 et 6, des lois coordonnées, qui rayent une affaire du rôle ainsi que les arrêts qui décident qu'il n'y a plus lieu de statuer font l'objet d'un envoi en copie libre sous pli ordinaire."

Article 33

L'article 39, alinéa 3, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"Cette publication est faite sans délai par la partie adverse à la requête du greffier en chef."

Artikel 31

In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de woorden "adviezen en" geschrapt.

Artikel 32

Artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 februari 1997, wordt vervangen als volgt :

"Art. 36. De arresten worden door de griffier ter kennis gebracht van de partijen.

Evenwel wordt bij gewone brief een ongezegeld afschrift toegezonden van de arresten die besluiten tot uitdrukkelijke afstand of tot een vermoeden van afstand of die de afwezigheid van het vereiste belang vaststellen, met toepassing van de artikelen 17, § 4^{ter}, en 21, tweede en zesde lid, van de gecoördineerde wetten, van de arresten waarin een zaak van de rol wordt geschrapt, alsmede van de arresten waarin besloten wordt dat het beroep doelloos is."

Artikel 33

Artikel 39, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Deze bekendmaking wordt onverwijld gedaan door de verwerende partij, op verzoek van de hoofdgriffier."

Article 34

À l'article 40, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, les mots "articles 9 et 10 de la loi" sont remplacés par les mots "articles 14, §§ 1^{er} et 3, et 16, des lois coordonnées".

Article 35

À l'article 41, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "devant la section d'administration" sont remplacés par les mots "devant la section du contentieux administratif".

Article 36

À l'article 47, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, les mots "articles 9 et 10 de la loi" sont remplacés par les mots "articles 14, §§ 1^{er} et 3, et 16, des lois coordonnées".

Article 37

À l'article 50bis, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 17 novembre 1955 et modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, les mots "articles 9 et 10 de la loi" sont remplacés par les mots "articles 14, §§ 1^{er} et 3, et 16, des lois coordonnées".

Artikel 34

In artikel 40, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de woorden "de artikelen 9 en 10 van de wet" vervangen door de woorden "de artikelen 14, §§ 1 en 3, en 16 van de gecoördineerde wetten".

Artikel 35

In artikel 41, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "voor de afdeling administratie" vervangen door de woorden "voor de afdeling bestuursrechtspraak".

Artikel 36

In artikel 47, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de woorden "de artikelen 9 en 10 van de wet" vervangen door de woorden "de artikelen 14, §§ 1 en 3, en 16 van de gecoördineerde wetten".

Artikel 37

In artikel 50bis, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 november 1955 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de woorden "de artikelen 9 en 10 van de wet" vervangen door de woorden "de artikelen 14, §§ 1 en 3, en 16 van de gecoördineerde wetten".

Article 38

À l'article 52, du même arrêté, abrogé par la loi du 17 octobre 1990 et rétabli par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'article devient l'article 53;
- 2/ à l'alinéa 1^{er} du même article, les mots "l'article 21bis, § 2, alinéas 3 et 4" sont remplacés par les mots "l'article 21bis, § 1^{er}, alinéas 7 et 8".

Article 39

Dans le Chapitre II du Titre VI du même arrêté est insérée une nouvelle disposition qui devient l'article 52, rédigé comme suit :

"Art. 52, § 1^{er}. La requête en intervention est signée par le demandeur en intervention ou par un avocat satisfaisant aux conditions que fixe l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées.

§ 2. La requête est datée et contient :

- 1/ les nom, qualité, domicile ou siège du demandeur en intervention et le domicile élu;
- 2/ l'indication de l'affaire dans laquelle il demande à intervenir ainsi que le numéro de rôle sous lequel l'affaire est inscrite, s'il est connu;

Artikel 38

Aan artikel 52 van hetzelfde besluit, opgeheven bij de wet van 17 oktober 1990, en hersteld bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991, worden volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het artikel wordt artikel 53;
- 2/ in het eerste lid van datzelfde artikel worden de woorden "artikel 21bis, § 2, derde en vierde lid" vervangen door de woorden "artikel 21bis, § 1, zevende en achtste lid".

Artikel 39

In hoofdstuk II van Titel VI van hetzelfde besluit wordt een nieuwe bepaling ingevoegd die artikel 52 wordt en als volgt luidt :

"Art. 52, § 1. Het verzoekschrift tot tussenkomst wordt ondertekend door de verzoeker tot tussenkomst of door een advocaat die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten.

§ 2. Het verzoekschrift wordt gedagtekend en bevat :

- 1/ de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de verzoeker tot tussenkomst en de gekozen woonplaats;
- 2/ de vermelding van de zaak waarin hij wenst tussen te komen alsook het rolnummer waaronder de zaak ingeschreven is, als het gekend is;

3/ un exposé de l'intérêt qu'a le demandeur en intervention à la solution de l'affaire.

§ 3. L'article 2, § 2, l'article 3, 4/, et l'article 84, § 2, sont applicables à la requête en intervention."

Article 40

L'article 61 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1968 est abrogé.

Article 41

À l'article 62 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1968, sont apportées les modifications suivantes :

1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "les membres de la section d'administration" sont remplacés par les mots "les membres de la section du contentieux administratif et de l'auditorat";

2/ l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :

"Tout membre de la section du contentieux administratif ou de l'auditorat qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de le déclarer selon le cas à la chambre ou à l'auditeur général, qui décide s'il doit s'abstenir."

3/ een uiteenzetting van het belang van de verzoeker tot tussenkomst bij de beslechting van de zaak.

§ 3. Het artikel 2, § 2, het artikel 3, 4/ en het artikel 84, § 2,, zijn van toepassing op het verzoekschrift tot tussenkomst."

Artikel 40

Artikel 61 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1968, wordt opgeheven.

Artikel 41

In artikel 62 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1968, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ in het eerste lid worden de woorden "De leden van de afdeling administratie" vervangen door de woorden "De leden van de afdeling bestuursrechtspraak en van het auditoraat";

2/ het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Ieder lid van de afdeling bestuursrechtspraak of van het auditoraat dat weet dat hem een grond van wraking treft, moet, naar gelang van het geval de kamer of de auditeur-generaal daarvan verwittigen, die beslist of het lid van de bedoelde afdeling of van het auditoraat zich al dan niet moet onthouden."

Article 42

À l'article 66 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, les mots "à l'article 70" sont remplacés par les mots "à l'article 30, §§ 5 à 7, des lois coordonnées".

Article 43

L'article 68, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque la demande ou le recours est introduit par une personne de droit public, les taxes visées à l'article 30, §§ 5 à 7 des lois coordonnées sont liquidées en débet par le greffier du Conseil d'État et les honoraires et déboursés des experts, ainsi que les taxes des témoins sont avancés par le Service public fédéral Finances et portés en dépenses dans les comptes à charge du Service public fédéral Intérieur."

Article 44

À l'article 69, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, sont apportées les modifications suivantes :

1/ à l'alinéa 1^{er} les mots "L'administration de l'enregistrement et des domaines" sont remplacés par les mots "Le Service public fédéral Finances";

Artikel 42

In artikel 66 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de woorden "in artikel 70" vervangen door de woorden "in artikel 30, §§ 5 tot 7, van de gecoördineerde wetten".

Artikel 43

Artikel 68, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, wordt vervangen als volgt :

"Is de aanvraag of het beroep door een publiekrechtelijke rechtspersoon ingediend, dan worden de rechten bedoeld in artikel 30, §§ 5 tot 7, van de gecoördineerde wetten door de griffier van de Raad van State in debet begroot, en worden de honoraria en voorschotten der deskundigen alsmede het getuigengeld voorgeschoten door de Federale Overheidsdienst Financiën en als uitgaven in de rekeningen ten bezware der begroting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken geboekt."

Artikel 44

In artikel 69 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ in het eerste lid worden de woorden "De registratie en domeinen" vervangen door de woorden "De Federale Overheidsdienst Financiën";

2/ à l'alinéa 2 les mots "de l'avis ou" sont supprimés.

Article 45

L' article 70 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 5 septembre 1952, du 17 novembre 1955, du 31 décembre 1968, du 24 mars 1983, du 17 février 1997 et du 20 juillet 2000, est abrogé.

Article 46

À l'article 72 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 31 décembre 1968 et du 7 octobre 1987, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'alinéa 1^{er} est abrogé;
- 2/ à l'alinéa 2, les mots "La taxe" sont remplacés par les mots "La taxe visée à l'article 30, § 8, des lois coordonnées".

Article 47

À l'article 78 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 décembre 1968 et modifié par l'arrêté royal du 17 février 1997, les mots "aux articles 11, 14, 17 et 18" sont remplacés par les mots "aux articles 11, 14, §§ 1^{er} et 3, 17 et 18".

2/ in het tweede lid worden de woorden "het advies of van" geschrapt.

Artikel 45

Artikel 70 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 1952, van 17 november 1955, van 31 december 1968, van 24 maart 1983, van 17 februari 1997 en van 20 juli 2000, wordt opgeheven.

Artikel 46

In artikel 72 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 december 1968 en van 7 oktober 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het eerste lid wordt opgeheven;
- 2/ in het tweede lid worden de woorden "Het recht" vervangen door de woorden "Het recht waarvan sprake is in artikel 30, § 8, van de gecoördineerde wetten".

Artikel 47

In artikel 78 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 31 december 1968 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 februari 1997, worden de woorden "in de artikelen 11, 14, 17 en 18" vervangen door de woorden "in de artikelen 11, 14, §§ 1 en 3, 17 en 18".

Article 48

À l'article 81, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "à timbrer sa requête" sont remplacés par les mots "à acquitter la taxe".

Article 49

L'article 83 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, est remplacé par la disposition suivante :

"Les taxes visées à l'article 30, §§ 5 à 7, des lois coordonnées sont liquidées en débet par le greffier en chef et les autres dépens sont avancés à la décharge de l'assisté par le Service public fédéral Finances et portés en dépenses dans les comptes à charge du budget du Service public fédéral Intérieur."

Article 50

À l'article 83bis, inséré dans le même arrêté par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ les mots "le greffier du Conseil d'État" sont remplacés par les mots "le greffier en chef";
- 2/ les mots " de l'avis ou" sont supprimés.

Artikel 48

In artikel 81, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "haar verzoekschrift te zegelen" vervangen door de woorden "het recht te kwijten".

Artikel 49

Artikel 83 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, wordt vervangen als volgt :

"De rechten bedoeld in artikel 30, §§ 5 tot 7, van de gecoördineerde wetten worden door de hoofdgriffier in debet begroot en de andere kosten worden ter ontlasting van de prodeaan door de Federale Overheidsdienst Financiën voorgeschoten en als uitgaven in de rekeningen ten bezware der begroting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken geboekt."

Artikel 50

In artikel 83bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ de woorden "de griffier van de Raad van State" worden vervangen door de woorden "de hoofdgriffier";
- 2/ de woorden "het advies of van" worden geschrapt.

Article 51

À l'article 84 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 juillet 1987, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ le texte existant forme un paragraphe 1^{er};
- 2/ à l'alinéa 6, les mots "ou l'administrateur territorial" sont supprimés;
- 3/ il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :

"§ 2. À l'exception des autorités administratives belges, toute partie à une procédure élit domicile en Belgique dans le premier acte de procédure qu'elle accomplit.

Toutes notifications, communications et convocations du greffe, sont valablement faites au domicile élu.

Cette élection de domicile vaut pour tout acte de procédure subséquent.

Toute modification de domicile élu doit être expressément formulée et communiquée séparément pour chaque recours par pli recommandé au greffier en chef, en indiquant la référence complète du numéro de rôle du recours concerné par la modification.

En cas de décès d'une partie, et sauf reprise d'instance, toutes communications et notifications émanant du Conseil d'État sont valablement faites au domicile élu du défunt aux ayants droit collectivement, et sans désignation des noms et qualités."

Artikel 51

In artikel 84 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 juli 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ de huidige tekst vormt paragraaf 1;
- 2/ in het zesde lid worden de woorden "of gewestbestuurder" geschrapt;
- 3/ een paragraaf 2 luidend als volgt, wordt ingevoegd :

"§ 2. Met uitzondering van de Belgische administratieve overheden, kiest elke partij in een procedure in haar eerste processtuk woonplaats in België.

Alle kennisgevingen, mededelingen en opmerkingen door de griffie worden rechtsgeldig op de gekozen woonplaats.

Die woonplaatskeuze geldt voor alle daaropvolgende processtukken.

Elke wijziging van de woonplaatskeuze wordt uitdrukkelijk geformuleerd en voor elk beroep afzonderlijk en bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de hoofdgriffier, met vermelding van het volledige rolnummer van het beroep waarop de wijziging betrekking heeft.

Bij overlijden van een partij, en behalve bij hervatting van het geding, worden alle mededelingen en kennisgevingen van de Raad van State rechtsgeldig gedaan op de gekozen woonplaats van de overledene ter attentie van de gezamenlijke rechtverkrijgenden, zonder vermelding van de namen en hoedanigheden."

Article 52

À l'article 85 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "qu'il y a de parties adverses en cause" sont remplacés par les mots "qu'il y a d'autres parties en cause";
- 2/ un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit est inséré après l'alinéa 1^{er} :

"Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, à la requête en annulation qui comporte une demande de suspension de l'exécution de l'acte attaqué, sont jointes neuf copies certifiées conformes par le signataire."

Article 53

À l'article 87 du même arrêté, les mots "les parties, leurs conseils et le Commissaire du gouvernement" sont remplacés par les mots "les parties et leurs conseils".

Article 54

L'article 92 du même arrêté est abrogé.

Article 55

Au Titre IX du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 7 janvier 1991 et du 10 novembre 2001 sont apportées les modifications suivantes :

Artikel 52

In artikel 85 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ in het eerste lid worden de woorden "als er bij de zaak betrokken tegenpartijen zijn" vervangen door de woorden "als er andere bij de zaak betrokken partijen zijn";
- 2/ na het eerste lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid worden bij het verzoekschrift tot nietigverklaring dat een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging van de bestreden akte bevat, negen door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften gevoegd."

Artikel 53

In artikel 87 van hetzelfde besluit worden de woorden "De partijen, hun raadslieden en de commissaris der regering" vervangen door de woorden "De partijen en hun raadslieden".

Artikel 54

Artikel 92 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 55

In Titel IX van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 januari 1991 en van 10 november 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ l'intitulé est remplacé par le texte suivant :

"Titre IX. - Des demandes sans objet ou qui n'appellent que des débats succincts";

2/ l'article 93 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 93. : Lorsqu'il apparaît que le recours en annulation est sans objet ou qu'il n'appelle que des débats succincts, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport au président de la chambre saisie de l'affaire.

Le président convoque la partie requérante, la partie adverse et la partie intervenante à comparaître devant lui à bref délai; le rapport est joint à la convocation.

Si le président partage les conclusions du rapport, l'affaire est définitivement tranchée.

S'il estime que l'affaire n'est pas en état d'être tranchée définitivement, il renvoie celle-ci à la procédure ordinaire.";

3/ l'article 94 est abrogé.

Article 56

L' article 95, 1/, du même arrêté, est abrogé.

1/ het opschrift wordt vervangen als volgt :

"Titel IX. - Vorderingen die doelloos zijn of die slechts korte debatten vereisen";

2/ artikel 93 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 93. : Indien blijkt dat het beroep tot nietigverklaring doelloos is of dat het slechts korte debatten vereist, brengt de auditeur daarvan onverwijld verslag uit aan de voorzitter van de kamer belast met de zaak.

De voorzitter roept de verzoekende partij, de verwerende partij en de tussenkomende partij op om op korte termijn voor hem te verschijnen; het verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Indien de voorzitter het eens is met de conclusies van het verslag, wordt de zaak definitief beslecht.

Indien hij van oordeel is dat de zaak niet in zoverre gereed is dat zij definitief kan worden beslecht, verwijst hij deze naar de gewone rechtspleging.";

3/ artikel 94 wordt opgeheven.

Artikel 56

Artikel 95, 1/ van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Article 57

§ 1. Dans le texte néerlandais des dispositions suivantes du même arrêté, le mot "raadsheer" est remplacé chaque fois par le mot "staatsraad" :

- article 13, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956;
- article 16, alinéa 1^{er};
- article 17;
- article 20, alinéa 1^{er};
- article 29, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956;
- article 31;
- article 51, alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans le texte néerlandais des dispositions suivantes du même arrêté, le mot "raadsheren" est remplacé chaque fois par le mot "staatsraden" :

- article 27, alinéa 2;
- article 34, 5/, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956.

§ 3. Dans le texte néerlandais des dispositions suivantes du même arrêté, le mot "tegenpartij" est remplacé chaque fois par les mots "verwerende partij" :

- article 3bis, alinéas 1^{er} et 2, insérés par l'arrêté royal du 7 janvier 1991;
- article 7, alinéa 2;
- article 8;

Artikel 57

§ 1. In de Nederlandse tekst van de hiernavolgende bepalingen van het Regentsbesluit van 23 augustus 1948 wordt het woord "raadsheer" telkens vervangen door het woord "staatsraad" :

- artikel 13, vervangen door het koninklijk besluit van 15 juli 1956;
- artikel 16, eerste lid;
- artikel 17;
- artikel 20, eerste lid;
- artikel 29, eerste lid, vervangen door het koninklijk besluit van 15 juli 1956;
- artikel 31;
- artikel 51, eerste lid.

§ 2. In de Nederlandse tekst van de hiernavolgende bepalingen van hetzelfde besluit wordt het woord "raadsheren" telkens vervangen door het woord "staatsraden" :

- artikel 27, tweede lid;
- artikel 34, 5/, vervangen door het koninklijk besluit van 15 juli 1956.

§ 3. In de Nederlandse tekst van de hiernavolgende bepalingen van hetzelfde besluit wordt het woord "tegenpartij" telkens vervangen door de woorden "verwerende partij" :

- artikel 3bis, eerste en tweede lid, ingevoegd door het koninklijk besluit van 7 januari 1991;
- artikel 7, tweede lid;
- artikel 8;

- article 14^{ter}, inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991;
- article 44;
- article 45; alinéa 1^{er};
- article 52, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1991.

§ 4. Dans le texte néerlandais de l'article 50, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot "tegenpartijen" est remplacé par les mots "verwerende partijen".

§5. Dans les articles 5, 30, 31, 32 et 60 du même arrêté, les mots "le premier président" sont chaque fois remplacés par les mots "le chef de corps qui dirige la section du contentieux administratif".

Chapitre II. - Modifications de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État

Article 58

À l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ dans le 2/ les mots "devant la section d'administration du Conseil d'État" sont remplacés par les mots "devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État";

- artikel 14^{ter}, ingevoegd door het koninklijk besluit van 7 januari 1991;
- artikel 44;
- artikel 45, eerste lid;
- artikel 52, eerste lid, gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 januari 1991.

§ 4. In de Nederlandse tekst van artikel 50, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "tegenpartijen" vervangen door de woorden "verwerende partijen".

§ 5. In de artikelen 5, 30, 31, 32 en 60 van hetzelfde besluit worden de woorden "de eerste voorzitter" telkens vervangen door de woorden "de korpschef die de afdeling bestuursrechtspraak leidt".

Hoofdstuk II. - Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State

Artikel 58

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ in 2/ worden de woorden "voor de afdeling administratie van de Raad van State" vervangen door de woorden "voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State";

2/ l'article est complété par un 6/ rédigé comme suit :

"6/ La requête unique : la requête contenant tant une demande de suspension qu'un recours en annulation.".

Article 59

L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2. Sous réserve de l'article 3 du présent arrêté, l'article 84 du règlement général de procédure est applicable aux procédures en référé administratif.".

Article 60

L'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"L'article 27 du règlement général de procédure est applicable à l'audience.".

Article 61

À l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, le numéro d'article "33" est remplacé par le numéro d'article "34".

Article 62

L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

2/ het artikel wordt aangevuld met een 6/, luidend als volgt :

"6/ het enig verzoekschrift : het verzoekschrift dat zowel een vordering tot schorsing als een beroep tot nietigverklaring bevat.".

Artikel 59

Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Art. 2. Onder voorbehoud van artikel 3 van dit besluit, is artikel 84 van het algemene procedurereglement van toepassing op alle procedures in het administratief kort geding.".

Artikel 60

Artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Artikel 27 van de algemene procedureregeling is van toepassing op de terechtzitting.".

Artikel 61

In artikel 5, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt het artikelnummer "33" vervangen door het artikelnummer "34".

Artikel 62

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"L'article 3^{quater} du règlement général de procédure est applicable à la demande de suspension."

"Artikel 3^{quater} van de algemene procedureregeling is van overeenkomstige toepassing op de vordering tot schorsing."

Article 63

Artikel 63

L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. La requête unique contient, en plus des mentions qu'énumère l'article 2 du règlement général de procédure :

"Art. 8. Het enig verzoekschrift bevat, naast de vermeldingen die worden opgesomd in artikel 2 van de algemene procedureregeling :

1/ l'intitulé "recours en annulation et demande de suspension";

1/ het opschrift "beroep tot nietigverklaring en vordering tot schorsing";

2/ l'indication de l'acte qui fait l'objet de la demande de suspension;

2/ de vermelding van de akte waartegen de vordering tot schorsing is gericht;

3/ un exposé des faits de nature à établir que l'exécution immédiate de l'acte attaqué risque de causer au demandeur un préjudice grave difficilement réparable auquel sont jointes toutes les pièces de nature à établir le risque de préjudice;

3/ een uiteenzetting van de feiten die van aard zijn aan te tonen dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de bestreden akte de verzoekende partij een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen, waarbij alle stukken worden gevoegd die het risico op dergelijke nadeel aantonen;

4/ le cas échéant, le montant et les modalités de l'astreinte demandée en application de l'article 17, § 5, des lois coordonnées.

4/ in voorkomend geval, het bedrag en de modaliteiten van de met toepassing van artikel 17, § 5, van de gecoördineerde wetten gevorderde dwangsom.

Les articles 3 et 3^{bis} du règlement général de procédure sont applicables."

De artikelen 3 en 3^{bis} van de algemene procedureregeling zijn van toepassing."

Article 64

L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Le greffier en chef transmet sans délai une copie de la requête unique à l'auditeur général, à la partie adverse et, pour autant qu'il puisse les déterminer, aux personnes qui ont intérêt à la solution de l'affaire.

Quiconque a reçu notification de la requête unique, ne peut former de demande en intervention dans la procédure de suspension que dans les quinze jours de la réception de cette notification.

Dans le cas visé à l'article 7, il ne peut être formé de demande en intervention par une personne non avertie par le greffier en chef que dans les quinze jours de la publication."

Article 65

L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. La requête en intervention est signée par le demandeur en intervention ou par un avocat satisfaisant aux conditions que fixe l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées.

Artikel 64

Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1996, wordt vervangen als volgt :

"De hoofdgriffier zendt onverwijld een afschrift van het enig verzoekschrift aan de auditeur-generaal, aan de verwerende partij en, voor zover hij ze kan bepalen, aan de personen die belang hebben bij de beslechting van de zaak.

Degene aan wie kennis is gegeven van het enig verzoekschrift kan binnen vijftien dagen na ontvangst van die kennisgeving een vordering tot tussenkomst in de schorsingsprocedure instellen.

In het geval bedoeld in artikel 7 kan door een persoon die door de hoofdgriffier niet op de hoogte is gebracht, alleen binnen vijftien dagen na de bekendmaking een vordering tot tussenkomst worden ingesteld."

Artikel 65

Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Het verzoekschrift tot tussenkomst wordt ondertekend door de verzoeker tot tussenkomst of door een advocaat die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten.

§ 2. La requête est datée et contient :

- 1/ les nom, qualité, domicile ou siège du demandeur en intervention et le domicile élu;
- 2/ l'indication de l'affaire dans laquelle il demande à intervenir ainsi que le numéro de rôle sous lequel l'affaire est inscrite, s'il est connu;
- 3/ un exposé de l'intérêt qu'a le demandeur en intervention à la solution de l'affaire ainsi que l'énoncé de ses arguments.

§ 3. L'article 2, § 2, l'article 3, 4/, et l'article 84, § 2, du règlement général de procédure sont applicables à la requête en intervention.

Le demandeur en intervention joint, à sa demande, toutes les pièces nécessaires à l'appui de celle-ci."

Article 66

L'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Dans les quinze jours de la notification de la requête unique, la partie adverse transmet au greffier en chef le dossier administratif complet auquel elle peut joindre une note d'observations."

§ 2. Het verzoekschrift wordt gedagtekend en bevat :

- 1/ de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de verzoeker tot tussenkomst en de gekozen woonplaats;
- 2/ de vermelding van de zaak waarin de verzoeker tot tussenkomst vraagt tussen te komen, alsook het rolnummer waaronder de zaak ingeschreven is, als het gekend is;
- 3/ een uiteenzetting van het belang van de verzoeker tot tussenkomst bij de beslechting van de zaak alsook de uiteenzetting van zijn argumenten.

§ 3. Het artikel 2, § 2, het artikel 3, 4/, en het artikel 84, § 2, van de algemene procedureregeling zijn van toepassing op het verzoekschrift tot tussenkomst.

De verzoeker tot tussenkomst voegt bij zijn verzoek alle nodige stukken tot staving ervan."

Artikel 66

Artikel 11, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"De verwerende partij doet binnen vijftien dagen na de kennisgeving van het enig verzoekschrift aan de hoofdgriffier het volledige administratief dossier toekomen, waarbij zij een nota met opmerkingen kan voegen."

Article 67

À l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "un rapport exposant les faits et moyens" sont remplacés par les mots "un rapport sur la demande de suspension";
- 2/ l'alinéa 2 est abrogé.

Article 68

L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Article 69

Dans le Titre II du même arrêté, un Chapitre IIbis nouveau, comprenant les articles 15bis à 15quater, est créé avec l'intitulé suivant :

"Chapitre IIbis. - Des règles particulières applicables à la procédure en annulation consécutive à un arrêt en référé."

Article 70

Un article 15quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Lorsqu'après la prononciation d'un arrêt ayant statué sur la demande de suspension et après

Artikel 67

In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ in het eerste lid worden de woorden "een verslag op waarin de feiten en middelen worden uiteengezet" vervangen door de woorden "een verslag op over de vordering tot schorsing";
- 2/ het tweede lid wordt opgeheven.

Artikel 68

Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 69

In titel II van hetzelfde besluit wordt een nieuw hoofdstuk IIbis, dat de artikelen 15bis tot en met 15quater van dat besluit omvat, ingevoegd, met het volgende opschrift :

"Hoofdstuk IIbis. - Bijzondere regels van toepassing op de procedure tot nietigverklaring nadat een arrest in kort geding werd gewezen."

Artikel 70

In hetzelfde besluit wordt een artikel 15quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Wanneer na de uitspraak van een arrest over de vordering tot schorsing en na de uitwisseling van

.../...

l'échange des mémoires en réponse et en réplique ou du mémoire ampliatif, l'auditeur rapporteur constate que les parties n'invoquent aucun élément nouveau depuis l'arrêt qui a suspendu l'exécution de l'acte attaqué ou qui a déclaré tous les moyens non sérieux ou qui a rejeté la demande de suspension pour irrecevabilité du recours, il peut communiquer le dossier au greffe en indiquant qu'il ne déposera pas de nouveau rapport sur le recours en annulation.

La communication précise s'il est proposé, conformément à l'arrêt ayant statué sur la demande de suspension, de rejeter le recours en annulation ou d'annuler l'acte attaqué.

Les articles 13, 14, 14^{quater} à 14^{sexies} du règlement général de procédure sont applicables."

Article 71

L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Dans le cas où l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension est introduite par une requête unique ou par une requête distincte.

§ 2. Lorsque la demande est introduite par un acte distinct, la requête en suspension, datée et signée par la partie ou par son avocat satisfaisant aux conditions de l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées, contient :

de memories van antwoord en van wederantwoord of van de toelichtende memorie, de auditeur-verslaggever vaststelt dat de partijen geen enkel nieuw gegeven aanvoeren sedert het arrest waarbij de tenuitvoerlegging van de bestreden akte is geschorst of waarin alle middelen als niet ernstig werden verworpen of waarin de vordering tot schorsing werd verworpen wegens niet ontvankelijkheid van het annulatieberoep, kan hij het dossier toezenden aan de griffie met de vermelding dat hij geen nieuw verslag zal indienen over het beroep tot nietigverklaring.

In de kennisgeving wordt gepreciseerd dat wordt voorgesteld het beroep tot nietigverklaring te verwerpen dan wel de bestreden akte te vernietigen, overeenkomstig het arrest waarbij uitspraak werd gedaan over de vordering tot schorsing.

De artikelen 13, 14, 14^{quater} tot 14^{sexies} van de algemene procedureregeling zijn van overeenkomstige toepassing."

Artikel 71

Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Als de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd, wordt de vordering tot schorsing ingesteld met een enig verzoekschrift of met een afzonderlijk verzoekschrift.

§ 2. Wanneer de vordering wordt ingesteld met een afzonderlijke akte, bevat het verzoekschrift tot schorsing, gedagtekend en ondertekend door de partij of door haar advocaat die voldoet aan de voorwaarden van artikel 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten :

- | | |
|--|--|
| 1/ l'intitulé «requête en suspension d'extrême urgence»; | 1/ het opschrift «verzoekschrift tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid»; |
| 2/ les nom, qualité, domicile ou siège du demandeur, ainsi que le domicile élu visé à l'article 84, § 2, alinéa 1 ^{er} , du règlement général de procédure; | 2/ de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de verzoekende partij en de gekozen woonplaats bedoeld in het artikel 84, § 2, eerste lid, van het algemeen procedurereglement; |
| 3/ le nom et le domicile ou le siège de la partie adverse; | 3/ de naam en het adres van de verwerende partij; |
| 4/ la mention de l'acte ou du règlement qui fait l'objet de la demande; | 4/ de vermelding van de akte of van het reglement waartegen de vordering is gericht; |
| 5/ un exposé des faits et des moyens de nature à justifier l'annulation de l'acte ou du règlement attaqué; | 5/ een uiteenzetting van de feiten en de middelen die de nietigverklaring van de aangevochten akte of het aangevochten reglement kunnen rechtvaardigen; |
| 6/ un exposé des faits de nature à établir que l'exécution immédiate de l'acte ou du règlement attaqué risque de causer au demandeur un préjudice grave difficilement réparable; | 6/ een uiteenzetting van de feiten die aantonen dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de aangevochten akte of het aangevochten reglement de verzoeker een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen; |
| 7/ un exposé des faits justifiant l'extrême urgence; | 7/ een uiteenzetting van de feiten die de uiterst dringende noodzakelijkheid aantonen; |
| 8/ le cas échéant, le montant et les modalités de l'astreinte demandée en application de l'article 17, § 5, des lois coordonnées. | 8/ in voorkomend geval, het bedrag en de modaliteiten van de met toepassing van artikel 17, § 5, van de gecoördineerde wetten gevorderde dwangsom. |

§ 3. Lorsque la demande de suspension est introduite par une requête unique, elle contient un exposé des faits justifiant l'extrême urgence.

§ 3. Wanneer de vordering tot schorsing wordt ingesteld met een enig verzoekschrift, bevat ze een uiteenzetting van de feiten die de uiterst dringende noodzakelijkheid aantonen.

L'article 8 est applicable à cette requête; celle-ci contient l'intitulé «recours en annulation et demande de suspension d'extrême urgence».

§ 4. Lorsque l'intitulé de la requête unique ne précise pas qu'il s'agit d'une demande de suspension d'extrême urgence, celle-ci est traitée selon les règles prévues dans les chapitres I et II..

§ 5. Dans les cas où l'extrême urgence est invoquée, les articles 11 à 13 ne sont pas applicables, ni l'article 3^{quater} du règlement général de procédure.

Dans ces cas, le président peut convoquer par ordonnance les parties demanderesse, adverse ou intervenante, ainsi que les personnes ayant intérêt à la solution de l'affaire, éventuellement à son hôtel, à l'heure indiquée par lui, même les jours de fête et de jour en jour ou d'heure à heure.

L'ordonnance est notifiée à l'auditeur général ou au membre de l'auditorat désigné par lui.

La notification mentionne le cas échéant si le dossier administratif a été déposé.

Si la partie adverse n'a pas préalablement transmis le dossier administratif, elle le remet à l'audience au président, qui peut suspendre celle-ci afin de permettre à l'auditeur et aux parties demanderesse et intervenante d'en prendre connaissance.

Artikel 8 is van toepassing op dat verzoekschrift; het bevat het opschrift «beroep tot nietigverklaring en vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid».

§ 4. Wanneer het opschrift van het enig verzoekschrift niet vermeldt dat het gaat om een vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid, wordt dat verzoekschrift behandeld volgens de regels bepaald in de hoofdstukken I en II.

§ 5. Als de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd, zijn de artikelen 11 tot 13 niet van toepassing, noch artikel 3^{quater} van de algemene procedureregeling.

In die gevallen kan de voorzitter de verzoekende partij, de verwerende partij en de tussenkomende partij, alsmede de personen die belang hebben bij de beslechting van de zaak, bij beschikking eventueel te zijnen huize oproepen op het door hem bepaalde tijdstip, zelfs op feestdagen en van dag tot dag of van uur tot uur.

De beschikking wordt ter kennis gebracht van de auditeur-generaal of van het door hem aangewezen lid van het auditoraat.

In de kennisgeving wordt in voorkomend geval vermeld dat het administratief dossier is ingediend.

Indien de verwerende partij het administratief dossier niet van te voren heeft toegezonden, overhandigt zij het ter terechtzitting aan de voorzitter, die de terechtzitting kan schorsen om aan de auditeur en aan de verzoekende en de tussenkomende partijen de gelegenheid te geven er inzage van te nemen.

Le président peut ordonner l'exécution immédiate de l'arrêt."

Article 72

L'article 18 du même arrêté est abrogé.

Article 73

L'intitulé du Titre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

"Titre III. - Dispositions diverses"

Article 74

L'article 20, alinéa 3, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"Cette publication est faite sans délai par la partie adverse à la requête du greffier en chef."

Article 75

À l'article 21 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1/ le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque la suspension est ordonnée pour détournement de pouvoir, l'arrêt renvoie l'affaire à l'assemblée générale de la section du contentieux administratif.";

De voorzitter kan de onmiddellijke tenuitvoerlegging van het arrest bevelen."

Artikel 72

Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 73

Het opschrift van Titel III. van hetzelfde besluit, wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Titel III. - Diverse bepalingen"

Artikel 74

Artikel 20, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Die bekendmaking geschiedt onverwijld door de verwerende partij op verzoek van de hoofdgriffier."

Artikel 75

In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"Wanneer de schorsing wordt bevolen wegens machtsafwending, verwijst het arrest de zaak naar de algemene vergadering van de afdeling bestuursrechtspraak."

2/ le paragraphe 2 est abrogé;

3/ au paragraphe 3, les mots "section d'administration" sont remplacés par les mots "section du contentieux administratif".

Article 76

À l'article 22 du même arrêté, les mots "est transmis à la chambre ou, selon le cas, à l'assemblée générale de la section d'administration" sont remplacés par les mots "est transmis au greffe qui en envoie une copie à la chambre ou, selon le cas, à l'assemblée générale de la section du contentieux administratif".

Article 77

L'article 23 du même arrêté est abrogé.

Article 78

À l'article 24 du même arrêté, les mots "la section d'administration" sont remplacés par les mots "la section du contentieux administratif".

Article 79

L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Si la demande de mesures provisoires est introduite par un acte distinct de la demande de suspension, cet acte est signé par une partie, par une

2/ paragraaf 2 wordt opgeheven;

3/ in paragraaf 3 worden de woorden "afdeling administratie" vervangen door de woorden "afdeling bestuursrechtspraak".

Artikel 76

In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden "overgezonden aan de kamer of, naargelang van het geval, aan de algemene vergadering van de afdeling administratie" vervangen door de woorden "toegezonden aan de griffie die daarvan een afschrift toezendt aan de kamer of, in voorkomend geval, aan de algemene vergadering van de afdeling bestuursrechtspraak".

Artikel 77

Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 78

In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de woorden "de afdeling administratie" vervangen door de woorden "de afdeling bestuursrechtspraak".

Artikel 79

Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Als de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen wordt ingesteld bij een akte die onderscheiden is van de vordering tot schorsing,

.../...

personne ayant intérêt à la solution de l'affaire ou par un avocat satisfaisant aux conditions fixées par l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées.

wordt de akte ondertekend door een partij, door een persoon die belang heeft bij de beslechting van de zaak, of door een advocaat die voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten.

L'acte est daté et contient :

De akte wordt gedagtekend en bevat :

- 1/ les nom, qualité, domicile ou siège de l'auteur de la demande, ainsi que le domicile élu visé à l'article 84, § 2, alinéa 1^{er}, du règlement général de procédure;
- 2/ la mention de l'acte ou du règlement dont la suspension est demandée;
- 3/ la description des mesures provisoires demandées;
- 4/ un exposé des faits établissant que les mesures provisoires sont nécessaires afin de sauvegarder les intérêts de la partie qui les sollicite."

- 1/ de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de indiener van de vordering en de gekozen woonplaats bedoeld in het artikel 84, § 2, eerste lid van het algemeen procedurereglement;
- 2/ de vermelding van de akte of het reglement waarvan de schorsing wordt gevorderd;
- 3/ de beschrijving van de gevorderde voorlopige maatregelen;
- 4/ een uiteenzetting van de feiten welke aantonen dat de voorlopige maatregelen noodzakelijk zijn om de belangen van de partij die ze vordert, veilig te stellen."

Article 80

Artikel 80

L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 26. Si la demande de mesures provisoires est introduite par la partie requérante dans une requête unique, elle contient en plus des mentions prévues par l'article 8, celles qui sont visées à l'article 25, 3/ et 4/."

"Art. 26. Als de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen door de verzoekende partij wordt ingesteld in een enig verzoekschrift, bevat ze naast de vermeldingen bepaald in artikel 8, die waarvan sprake is in artikel 25, 3/ en 4/."

Article 81

À l'article 29, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot "huit" est remplacé par le mot "quinze".

Article 82

À l'article 30 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "un rapport exposant les faits et les motifs invoqués à l'appui de la demande" sont remplacés par les mots "un rapport sur la demande de mesures provisoires";
- 2/ l'alinéa 2 est abrogé.

Article 83

À l'article 33 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'alinéa 1^{er}, devenant le paragraphe 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

"Toute demande de mesures provisoires d'extrême urgence doit contenir un exposé des faits justifiant l'extrême urgence. L'article 25 ou l'article 26, selon le cas, est applicable à la demande. Les articles 29 à 31 ne sont pas applicables à celle-ci."

Artikel 81

In artikel 29, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "acht" vervangen door het woord "vijftien".

Artikel 82

In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ in het eerste lid worden de woorden "een verslag op waarin hij de feiten en de motieven die tot staving van de vordering worden aangevoerd, uiteenzet" vervangen door de woorden "een verslag op over de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen";
- 2/ het tweede lid wordt opgeheven.

Artikel 83

In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het eerste lid, dat paragraaf 1 wordt, wordt vervangen als volgt :

"Elke vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen bij uiterst dringende noodzakelijkheid moet een uiteenzetting bevatten van de feiten die de uiterst dringende noodzakelijkheid rechtvaardigen. Artikel 25 of artikel 26, naargelang van het geval, is van toepassing op de vordering. De artikelen 29 tot 31 zijn daarop niet van toepassing."

2/ les alinéas 2 à 5 forment le paragraphe 2.

2/ Het tweede tot het vijfde lid vormen paragraaf 2.

Article 84

L'article 34 du même arrêté est abrogé.

Artikel 84

Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Article 85

À l'article 35 du même arrêté, les mots "l'article 19, alinéa 2" sont remplacés par les mots "l'article 19, alinéa 3".

Artikel 85

In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 19, tweede lid" vervangen door de woorden "artikel 19, derde lid".

Article 86

À l'article 38, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot "huit" est remplacé par le mot "quinze".

Artikel 86

In artikel 39, eerste lid van hetzelfde besluit, wordt het woord "acht" vervangen door het woord "vijftien".

Article 87

À l'article 39 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

Artikel 87

In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ à l'alinéa 1^{er}, les mots "un rapport exposant les faits et les motifs invoqués à l'appui de la demande "sont remplacés par les mots "un rapport sur la demande";

1/ in het eerste lid worden de woorden "een verslag op waarin hij de feiten en de motieven die tot staving van de vordering worden aangevoerd, uiteenzet" vervangen door de woorden "een verslag op over de vordering";

2/ l'alinéa 2 est abrogé.

2/ het tweede lid wordt opgeheven.

Article 88

À l'article 41, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "alinéa 3" sont remplacés par les mots "alinéa 5".

Article 89

À l'article 42 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1/ l'alinéa 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

" Les articles 86, 88, 90 et 91 du règlement général de procédure sont applicables.";

2/ à l'alinéa 2, les mots "À tout acte de procédure" sont remplacés par les mots "À tout acte de procédure, à l'exception de la requête unique".

Chapitre III. : Modifications de l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État en matière d'astreinte

Article 90

Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État en matière

Artikel 88

In artikel 41, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vijfde lid".

Artikel 89

In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1/ het eerste lid wordt vervangen door volgende tekst :

"de artikelen 86, 88, 90 en 91 van het algemene procedurereglement zijn van toepassing.";

2/ in het tweede lid, worden de woorden "Bij elk processtuk" vervangen door de woorden "Bij elk processtuk, uitgezonderd het enig verzoekschrift".

Hoofdstuk III. - Wijziging aan het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State inzake de dwangsom

Artikel 90

In het opschrift van het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State

d'astreinte, les mots "section d'administration" sont remplacés par les mots "section du contentieux administratif".

Article 91

À l'article 1, 2/, du même arrêté, les mots "section d'administration" sont remplacés par les mots "section du contentieux administratif".

Article 92

À l'article 2, alinéa 1er, du même arrêté, les mots "alinéa 2" sont remplacés par les mots "alinéa 3".

Article 93

L'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante : "L' article 27 du règlement général de procédure est applicable à l'audience".

Article 94

À l'article 12, alinéa 2, du même arrêté, le numéro d'article "33" est remplacé par le numéro d'article "34".

Article 95

À l'article 19 du même arrêté, les mots "21bis, § 2, alinéa 4" sont remplacés par les mots "21bis, § 1, alinéa 8".

inzake de dwangsom worden de woorden "afdeling administratie" vervangen door de woorden "afdeling bestuursrechtspraak".

Artikel 91

In artikel 1, 2/, van hetzelfde besluit worden de woorden "afdeling administratie" vervangen door de woorden "afdeling bestuursrechtspraak".

Artikel 92

In artikel 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden "tweede lid" vervangen door de woorden "derde lid".

Artikel 93

Artikel 11, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling : "Artikel 27 van de algemene procedureregeling is toepasselijk op de terechtzitting".

Artikel 94

In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het artikelnummer "33" vervangen door het artikelnummer "34".

Artikel 95

In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden "21bis, § 2, vierde lid" vervangen door de woorden "21bis, § 1, achtste lid".

Article 96

Dans le texte néerlandais des dispositions suivantes du même arrêté, le mot "tegenpartij" est remplacé par les mots "verwerende partij" :

- à l' article 1^{er} , 3/;
- à l' article 3, 3/ et 5/;
- à l' article 4;
- à l' article 5, première phrase;
- à l' article 11, alinéas deux et trois;
- à l' article 12, 1/, deuxième phrase.

Chapitre IV. : Modifications de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État

Article 97

Dans les dispositions suivantes de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, les mots "section d'administration" sont remplacés par les mots "section du contentieux administratif" :

- à l' article 1, 4/ et 7/;
- à l' article 10;
- à l' article 20, alinéas 1^{er} et 3.

Artikel 96

In de hiernavolgende bepalingen van hetzelfde besluit wordt in de Nederlandse tekst het woord "tegenpartij" telkens vervangen door de woorden "verwerende partij" :

- in artikel 1, 3/;
- in artikel 3, 3/ en 5/;
- in artikel 4;
- in artikel 5, eerste zin;
- in artikel 11, tweede en vierde lid;
- in artikel 12, eerste lid, tweede zin.

Hoofdstuk IV. - Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State

Artikel 97

In de hiernavolgende bepalingen van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State, worden de woorden "afdeling administratie" telkens vervangen door de woorden "afdeling bestuursrechtspraak" :

- in artikel 1, 4/ en 7/;
- in artikel 10;
- in artikel 20, eerste en derde lid.

Chapitre V. - Entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Étrangers

Article 98

Entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au Moniteur belge, les dispositions suivantes de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Étrangers :

- l'article 6, 3/ et 4/;
- l'article 17, 1/, 2/, 4/ et 6/, dans la mesure où s'applique l'article 52 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État;
- l'article 216;
- l'article 219;

Chapitre VI. : Dispositions finales

Article 99

À la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, les mots "section d'administration" sont remplacés par les mots "section du contentieux administratif".

Hoofdstuk V. - Inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen

Artikel 98

Op de eerste dag van de tweede maand na die waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, treden de volgende bepalingen van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in werking :

- artikel 6, 3/ en 4/;
- artikel 17, 1/, 2/, 4/ en 6/, behalve in de mate dat artikel 52 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State van toepassing is;
- artikel 216;
- artikel 219;

Hoofdstuk VI. - Slotbepalingen

Artikel 99

Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden in de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, de woorden "afdeling administratie" vervangen door de woorden "afdeling bestuursrechtspraak".

Article 100

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge.

Artikel 100

Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Article 101

Les articles 3, 4, 6, 7, 9, 39, 52, 2/, 55, 62, 63, 64, 65, 66, 71, 79, 80, 81, 83, 86 et 89, 2/ sont applicables aux recours introduits à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Artikel 101

De artikelen 3, 4, 6, 7, 9, 39, 52, 2/, 55, 62, 63, 64, 65, 66, 71, 79, 80, 81, 83, 86 en 89, 2/ zijn van toepassing op de beroepen ingediend vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Article 102

Les articles 12, 13, 25, 67, 68, 70, 76, 82 et 87 sont applicables aux recours pour lesquels aucun rapport du membre concerné de l'auditorat n'a été rédigé au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Artikel 102

De artikelen 12, 13, 25, 67, 68, 70, 76, 82 en 87 zijn van toepassing op de aanhangige zaken waarin bij de inwerkingtreding van dit besluit nog geen verslag is opgemaakt door het bevoegd lid van het auditoraat.

Article 103

Les articles 14, 15, 16 et 17 sont applicables aux affaires pendantes pour lesquelles le rapport du membre concerné de l'auditorat n'a pas encore été notifié à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Artikel 103

De artikelen 14, 15, 16 en 17 zijn van toepassing op de aanhangige zaken waarin het verslag van het bevoegde lid van het auditoraat nog niet ter kennis is gebracht op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Article 104

Notre Ministre de l'Intérieur et notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Artikel 104

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en onze Minister van Financiën zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetgeving was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

M. HANOTIAU,
M. VAN DAMME,
R. STEVENS,
Ph. HANSE,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

P. LIÉNARDY,
J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
B. SEUTIN,
W. VAN VAERENBERGH,

conseillers d'État,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

J. KIRKPATRICK,
J. VELAERS,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw
Monsieur
de Heer

D. LANGBEEN,
M. FAUCONIER,

greffier en chef,
hoofdgriffier,
greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par MM. M. QUINTIN et R. AERTGEERTS, premiers auditeurs chefs de section .

De verslagen werden uitgebracht door de HH. M. QUINTIN en R. AERTGEERTS, eerste auditeur-afdelingshoofden.

La note explicative et l'avant-projet d'arrêté royal ont été rédigés par un groupe de travail présidé par M. M. HANOTIAU, président de chambre.

De toelichtende nota en het voorontwerp van koninklijk besluit werden opgesteld door een werkgroep, onder voorzitterschap van de H. M. HANOTIAU, kamervoorzitter.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER EN CHEF - DE HOOFDGRIFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

R. ANDERSEN